

LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

N° 13-14 — Août-décembre 1984

ISSN 0293-2245

Éditorial

L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN ET LA BDIC

Nul n'ignore que le Doyen Pierre Renouvin fut l'un des grands maîtres de l'école historique française, le véritable créateur du domaine de l'histoire des relations internationales. On sait moins, sauf chez les lecteurs anciens de la B.D.I.C., qu'il fut aussi l'organisateur de cette bibliothèque, notamment pour les dispositions essentielles du célèbre fichier, si utile et si novateur en son temps. On peut donc penser que la création d'un Institut qui porte désormais son nom, au sein de l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, mérite de retenir l'attention des lecteurs de ce Bulletin.

L'Institut Pierre Renouvin succède, d'une certaine manière, à l'Institut d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines (I.H.R.I.C.), créé en 1935 par Pierre Renouvin. Or, le destin de la B.D.I.C. est lié à celui de l'I.H.R.I.C. Rappelons quelques traits de l'histoire commune de ces institutions.

En janvier 1935, le Conseil d'Université de Paris est saisi par Pierre Renouvin d'une proposition visant à créer un « Institut d'Études des Relations Internationales depuis 1870 ». Il est prévu à l'article I que la « Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et le Musée de la Grande Guerre sont rattachés à cet Institut ». Dans sa séance du 26 février 1935, le Conseil d'Université adopte la proposition de P. Renouvin, en précisant qu'un Conseil de perfectionnement du Musée de la Grande Guerre sera constitué, composé du Directeur de la Bibliothèque, du Conservateur du Musée, du bienfaiteur M. Henri Leblanc (« il s'agit surtout d'introduire dans le statut du nouvel Institut le nom de bienfaiteur ») et de personnalités désignées par l'Université de Paris. Lorsque la Faculté des Lettres ratifie la décision du Conseil d'Université, quelques mois plus tard, c'est l'occasion d'un changement de titre de l'Institut puisque le Conseil de la Faculté approuve le 24 octobre 1935 la création d'un Institut des Relations Internationales contemporaines. Dans un rapport largement postérieur (daté du 5 juillet 1952), le Doyen de la Faculté des Lettres de Paris expliquait les raisons véritables de la création de l'Institut. « Il avait paru opportun de donner ainsi aux professeurs d'histoire contemporaine, de droit international ou de science politique un droit de regard sur cet établissement, mais aussi d'assurer à cette bibliothèque, au moment où elle entrait dans le groupe des bibliothèques universitaires, le moyen de faire connaître ses besoins propres (en particulier au point de vue du recrutement du personnel).

En 1953, P. Renouvin propose une nouvelle modification des statuts de l'Institut. D'une part, il change encore d'intitulé (Institut d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines), d'autre part, un article 3 précise que cet Institut a pour objet d'organiser et de diriger les recherches relatives à ce domaine de l'histoire, notamment pour la formation technique des jeunes chercheurs et la constitution d'équipes chargées de l'étude critique des sources documentaires. La B.D.I.C. reste encore à ce moment très liée à cet Institut.

Comme il ne peut s'agir dans ce bref article, de faire un historique complet de ces deux Institutions, laissons désormais de côté le passé de celles-ci pour en venir au présent. En créant l'Institut P. Renouvin, les objectifs sont simples et permanents par rapport aux intentions exprimées par le Doyen Renouvin. C'est d'ailleurs pour cette raison essentielle qu'il a paru indispensable de donner le nom du Doyen à cet Institut. Nous voulons continuer à aider au développement de la recherche dans ce domaine, en particulier par une formation donnée aux jeunes chercheurs (un D.E.A. spécifique y pourvoit). Nous souhaitons vivement contribuer à l'organisation scientifique de la B.D.I.C. pour le domaine qui est le nôtre et qui doit rester fondamental dans cette Bibliothèque. Ce n'est donc pas un hasard si le Directeur de la B.D.I.C. est membre du Conseil scientifique de notre Institut. La collaboration de deux Institutions symbolisée par la personne même de P. Renouvin, doit demeurer entière, vivante.

René GIRAULT

Perspectives nouvelles à la BDIC

S. Courtois : Monsieur Hue, vous êtes officiellement nommé directeur de la BDIC depuis le 1^{er} août 1984. Pourriez-vous d'abord nous préciser dans quelles circonstances vous avez été amené à prendre la direction de la bibliothèque ?

J. Hue : J'étais directeur de la Bibliothèque universitaire (BU) de Paris X Nanterre depuis vingt ans lorsqu'en février 1984 l'administration m'a demandé de prendre la direction par intérim de la BDIC, après le départ de Véronique Blum. J'ai accepté en pensant que ce serait pour moi l'occasion d'avoir un aperçu sur de nouveaux services. Je l'envisageais alors comme une ouverture aussi bien sur le plan professionnel que sur le plan « humain » puisque, la BU étant logée dans les mêmes bâtiments que la BDIC, et étant chargé de la direction des services communs aux deux bibliothèques, j'avais depuis longtemps des relations avec les collègues de la BDIC, en particulier avec Véronique Blum qui était (et reste) une amie.

S. Courtois : Mais les quelques mois d'intérim ont-ils joué un rôle dans votre décision de briguer la direction de la BDIC ?

J. Hue : Certainement. D'abord, il m'est très vite apparu que la BDIC était une sorte de « bibliothèque-laboratoire » ; l'expression n'est pas de moi, mais j'ai plaisir à la reprendre à mon compte. Cette bibliothèque est très importante. Véronique Blum, dont personnellement je regrette beaucoup le départ, a été une animatrice remarquable au rôle décisif dans l'évolution de la BDIC. Lorsqu'elle m'a « passé » les dossiers, j'ai pris conscience de la diversité du fonds, du caractère approfondi des relations avec le milieu des historiens aussi bien sur le plan français qu'international. J'ai senti que cette maison fonctionnait « à pleine vapeur ».

Par ailleurs, alors que je n'étais qu'intérimaire, j'ai reçu de la part des membres du Conseil d'administration et des membres du personnel un accueil tout à fait favorable : on m'a ouvert les dossiers et on m'a aidé. J'ai pu travailler immédiatement et en particulier établir les rapports en vue de l'inspection générale dont la bibliothèque allait faire l'objet à ce moment-là. Je me suis, à cette occasion, appuyé très fortement sur la « mémoire » de la maison, sur les collègues qui travaillaient ici depuis de nombreuses années. Dès lors, la manière dont les choses se sont passées m'a incité à présenter ma candidature au poste de direction. Alors que je n'envisageais à l'origine mon intérim que comme l'occasion d'acquérir une expérience sur une bibliothèque moins traditionnelle que la BU, cela a suscité chez moi un intérêt énorme et tout nouveau pour cette bibliothèque.

Je dois ajouter aussi, pour ne rien vous cacher, que j'ai éprouvé un grand plaisir à l'idée que je pourrais m'investir dans l'activité d'un établissement aussi riche pour la recherche historique dans le domaine social, politique et économique du XX^e siècle. J'éprouve aussi une certaine fierté à renouer avec une tradition familiale d'intérêt pour l'histoire sociale et l'enseignement de l'histoire qui remonte au moins au premier quart du XIX^e siècle : en effet, un grand oncle paternel s'est intéressé aux activités du monde paysan ; auteur d'un journal de curé de campagne et de plusieurs autres ouvrages, il s'est intéressé aux activités sociales, économiques et culturelles de la Normandie entre 1830 et 1860 ; quant à la branche maternelle, mon grand-père a tenu un poste de professeur d'histoire jusqu'à la déclaration de guerre en 1914.

S. Courtois : Je crois que les Amis de la BDIC seront sensibles à cette espèce de passion qui semble vous avoir saisi et qui a saisi un jour ou l'autre la plupart des membres de l'Association. Je ne voudrais pas être indiscret, mais la plupart de nos lecteurs ne vous connaissent pas ; pourriez-vous rapidement nous préciser « d'où vous venez », de manière à ce que chacun fasse mieux votre connaissance.

J. Hue : J'ai fait presque toute ma carrière de bibliothécaire à Nanterre. J'avais 32 ans quand on m'a confié cette responsabilité. Comme beaucoup de ceux de ma génération, je sortais des difficultés rencontrées pendant la guerre d'Algérie ; j'étais heureux d'avoir « sauvé ma peau » et j'avais un grand appétit d'action. En 1960-1962, c'est pour des raisons « alimentaires » que je me suis intéressé aux questions de documentation. Je ne pensais pas avoir une activité professionnelle suivie dans les bibliothèques ; j'envisageais plutôt la recherche, l'enseignement, voire le journalisme ; je m'intéressais en particulier à l'enseignement du français à l'étranger.

Et puis les choses se sont passées très différemment. En juillet 1964, on m'a proposé de créer auprès de la Faculté des Lettres de Nanterre un service de documentation, une bibliothèque. Le premier bâtiment sortait à peine de terre et nous avons travaillé tout l'été à constituer le premier fonds de la bibliothèque. C'était tout à fait passionnant ; ce poste de création m'a attaché et je me suis investi complètement dans la naissance et le développement de la BU de Nanterre.

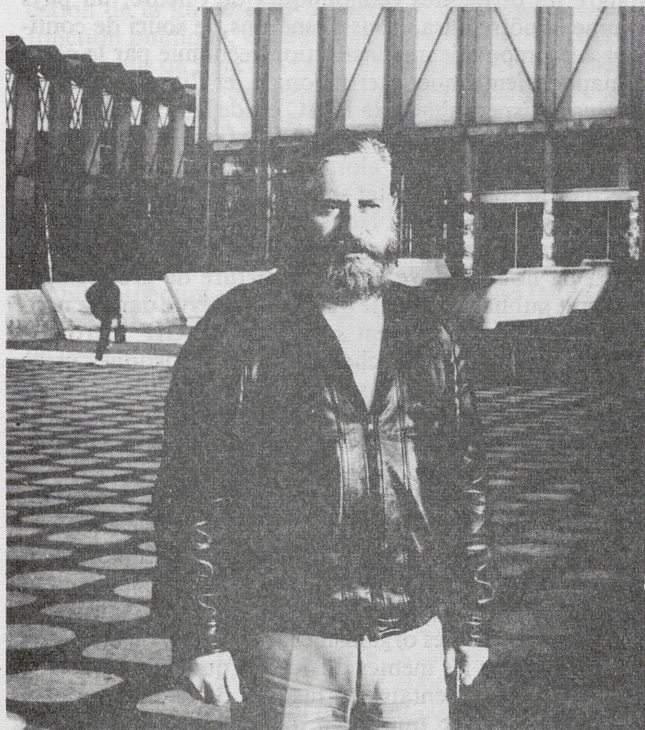
S. Courtois : Il serait peut-être bon de rappeler ce qu'était le campus de Nanterre il y a 20 ans — un vaste terrain vague couvert de gravas, de ruines, de travaux, de boue ou de poussière selon les saisons — et que la BU est devenue aujourd'hui l'une des premières de France dans son domaine des Lettres, du Droit, de l'Economie et des Sciences humaines et sociales.

J. Hue : Effectivement, la BU est devenue une institution importante, quelques chiffres permettent de définir rapidement son activité : un effectif de 110 personnes, 400 000 volumes, 3 000 titres de périodiques en cours, environ 3 000 lecteurs par jour, 15 000 mètres carrés dont 8 000 pour les salles de lecture. La BU s'est en fait développée au rythme de la croissance des effectifs de l'Université : au départ, le projet de l'université a été prévu pour 15 000 étudiants ; or ce chiffre était déjà atteint en 1968 et il est aujourd'hui de 25 000. La BU a seulement tenté de répondre à cette croissance. Mais nous ne nous sommes pas contentés des activités traditionnelles. Pour ma part, j'ai développé d'autres types d'activité. Chargé de cours à l'UER d'histoire de 1967 à 1972, j'y ai mené un enseignement de documentation. J'ai eu des activités d'expertise auprès des Communautés européennes en particulier pour l'Institut universitaire européen de Florence. J'ai aussi participé à de nombreuses initiatives culturelles, organisant 3 ou 4 expositions d'art contemporain chaque année, des journées d'étude, en particulier en 1982, en collaboration avec l'Institut de Français de l'UER de Lettres de Paris X, des journées sur la poésie française et d'expression française. Il s'agissait là de dépasser les traditionnelles activités de documentation (achat et catalogue des livres etc.) et de promouvoir de manière très diversifiée aussi bien les produits (livres etc.) que l'établissement et son personnel.

Je me suis aussi beaucoup intéressé aux questions de for-

mation professionnelle, en particulier en direction des pays du Maghreb et d'Afrique noire. Vous savez, j'ai fait la guerre d'Algérie et j'ai touché là du doigt à la fois les problèmes très graves qui se posaient à ce pays et la manière dont la France cherchait à les régler à l'époque. Alors, était-ce en raison de ma mauvaise conscience ? Me sentais-je redevable envers ces pays d'une sorte de dette ? Quoiqu'il en soit, j'ai voulu travailler au développement de ces pays qui avaient payé chèrement leur liberté et leur autonomie. J'ai voulu assurer, dans le domaine de la documentation, des « transferts de technologie ». Je ne cherchais pas à procurer des services « clés en mains », mais au contraire à former des hommes à nos techniques — y compris aux techniques de pointe — et à les aider à s'organiser dans leurs pays. Je me suis surtout occupé de la bibliothèque de l'Université d'Annaba dans l'Est algérien, dont le personnel est venu en stage de formation de longue durée (6 mois) à Nanterre. L'an dernier, nous avons organisé un stage multi-media de plus de 300 heures pour des bibliothécaires du Bénin.

Dans l'ensemble, je suis content de ce travail de 20 ans à la BU, même si en tant que directeur j'ai dû surmonter des difficultés de tous ordres, surtout dans la période « troublée » qu'a connue le campus de 1967 à 1975. Les mouvements politiques et syndicaux étaient alors exacerbés et avaient évidemment un retentissement important sur la marche de l'établissement. Mais la plupart de mes collègues et moi-même nous avons reconnu très vite le changement qui s'opérait et qui se développait... L'Université de Nanterre et ses institutions n'auraient sans doute pas la vitalité et l'originalité qu'elles conservent encore aujourd'hui si ceux qui pouvaient quelque chose à son évolution n'avaient pas reconnu les réalités de l'heure et « collé » d'une certaine manière à l'esprit du mouvement, pour réaliser eux-mêmes les missions d'organisation dont ils étaient chargés.



M. Hue, nouveau directeur de la BDIC.

S. Courtois : Nos lecteurs auront maintenant une idée plus précise de votre enthousiasme et de votre ardeur au travail. Vous êtes officiellement en charge de la BDIC depuis le 1^{er} août, mais vous devez encore partager votre temps avec la BU.

J. Hue : Effectivement. Je suis aujourd'hui, et jusqu'au 31 décembre, dans une situation vraiment exceptionnelle comme seule l'administration française nous en réserve. J'ai été nommé directeur par intérim de mon propre éta-

blissement, la BU, jusqu'à ce que mon successeur soit nommé. Malgré la lourde charge que cela représente, j'ai accepté pour ne pas couper brutalement avec une maison que je connais depuis si longtemps, et pour préparer en douceur ma succession, afin que la plupart des problèmes de gestion quotidienne — budget, notations, avancements etc. — soient réglés avant que je ne parte.

G. Dreyfus : Peut-être avez-vous été obligé d'abandonner certains de vos projets pour la BU ?

J. Hue : Vous savez, d'une année sur l'autre, il y a toujours des projets en cours. Par exemple, nous avons envisagé, avec l'UER d'histoire de l'art, une exposition importante sur Guimard et l'art nouveau ; eh bien, si ce n'est pas moi qui la mène à bien, ce sera mon successeur ; de la même manière que j'ai dû assurer depuis le 15 février dernier une partie importante de l'organisation de l'exposition du Musée des deux guerres sur *La France et les Français de la Libération* qui avait pourtant été conçue et engagée par V Blum.

Cependant, je pense continuer à développer dans le cadre de l'enseignement supérieur une activité de formation de bibliothèque et de documentation que j'ai introduite à l'Université de Paris X ; le programme prévu pour l'organisation d'un institut de bibliothéconomie couvrant les trois cycles d'études requiert des forces importantes et nous ne serons pas trop de professionnels pour nous le partager.

S. Courtois : Maintenant que vous êtes durablement en charge de la BDIC, et en dépit de vos responsabilités très lourdes sur les deux bibliothèques, avez-vous eu le temps d'affiner votre conception du rôle de la BDIC, de ses missions ?

J. Hue : Il est certain que la période d'intérim, et en particulier la nécessité de préparer un rapport pour l'Inspection générale, m'a permis de toucher du doigt à de nombreux problèmes. La définition des missions de la BDIC est déjà ancienne, mais reste parfaitement d'actualité ; je les rappelle :

- être une bibliothèque spécialisée ;
 - être un fonds d'archives ;
 - être un fonds de documentation ;
 - assurer l'indexation de l'ensemble de ces documents.
- Par ailleurs il y a les activités du Musée des deux guerres mondiales, qui sont de deux types :
- l'activité grand public (contacts élargis avec le public et surtout avec les scolaires) ;
 - l'activité de recherche : des chercheurs, universitaires ou non, travaillent déjà sur les collections iconographiques, mais cette orientation peut (et doit) être largement développée.

S. Courtois : Le maintien et le développement des missions traditionnelles de la BDIC vous semblent-ils poser des problèmes particuliers ?

J. Hue : Oui, je crois que nous devons être extrêmement attentifs à un problème crucial : celui de l'inflation de la documentation. Or, la BDIC a pour vocation de couvrir un immense champ d'activités : la vie politique, économique et sociale du XX^e siècle, et pour le monde entier. Cela était parfaitement concevable quand les premiers fondateurs, Camille Bloch et Pierre Renouvin, ont organisé le catalogue et les fonds ; ils conservaient la maîtrise de la documentation. Aujourd'hui, le problème a acquis une tout autre dimension ; il n'est pas particulier à la BDIC et il faut le prendre à bras le corps et trouver des solutions.

S. Courtois : Quel type de solutions envisagez-vous ? Ces solutions passent-elles, en partie, par une évolution des structures de la BDIC, par une redéfinition de ses champs d'intérêt ou même par une modification de son statut ?

J. Hue : Un premier élément de solution implique à la fois un accroissement significatif du personnel — car sans effectifs suffisants on ne peut pas maîtriser l'inflation documentaire —, et par une systématisation des relations avec les chercheurs, les utilisateurs. Il faut que l'étude de la maîtrise de la documentation soit assurée par une col-

laboration entre les professionnels de l'information scientifique et technique et les chercheurs. Les bibliothèques sont faites pour rendre aux utilisateurs les services adéquats, ce qui appelle une implication directe des utilisateurs dans les solutions d'un certain nombre de problèmes. Un second élément de réponse tient dans l'emploi des techniques nouvelles. Nous, professionnels de la documentation, avons maintenant à notre disposition toute une palette de techniques nouvelles — informatique, vidéos-disque, télématique. Il va falloir développer largement l'utilisation de ces techniques ; je pense par exemple au catalogage qui a pris à la BDIC un retard important. Je m'informe de manière suivie des expériences de pointe qui sont menées à l'étranger : celle de Lausanne qui a été reprise à la BU de Montpellier, ou celle de l'Institut européen de Florence qui a été reprise par la Fondation nationale des sciences politiques à Paris. Je fais d'ailleurs partie du groupe d'étude organisée par le Ministère sur cette question. J'ai moi-même engagé un processus d'informatisation à la BU de Nanterre. Lors de la mise en œuvre de ces techniques de traitement informatisé, la préoccupation doit, en permanence, être double : assurer un meilleur fonctionnement des services intérieurs de la BDIC et améliorer en permanence les services rendus au lecteur. Je pense même que le second aspect est le plus important. Les technologies nouvelles impliquent aussi l'existence de réseaux nationaux et internationaux et, je crois que dans ce cadre la BDIC peut jouer un rôle important ; l'ampleur de ses collections et de ses outils bibliographiques (en particulier les catalogues) peuvent rendre de réels services en histoire contemporaine.

Il se pose un dernier problème, d'ordre beaucoup plus matériel : celui du stockage des documents ; à cet égard, les magasins de la BDIC sont pratiquement arrivés à saturation. Il faut donc envisager l'ouverture de nouveaux magasins aménagés, sur 5 000 m², de rayonnages compacts à grande capacité de rangement. Ce projet qui a été présenté au ministère en 1975, va être repris. D'autre part, il nous faut accélérer la mise en place des techniques de microfims et microfiches et l'utilisation des microformes dans la mesure où elles sont disponibles dans le commerce de l'édition, en particulier pour les collections de périodiques.

S. Courtois : Au-delà des éléments de solution que vous venez de nous présenter, ne pensez-vous pas que l'un des principaux problèmes de la BDIC tient à son statut ? N'y a-t-il pas un paradoxe à voir la BDIC relever du statut de bibliothèque universitaire — avec tous les stricts critères de budget, d'embauche etc. que cela implique — alors que la BDIC a des missions très différentes de celles d'une BU ; ce qui implique, dans la réalité de tous les jours un fonctionnement, un recrutement, un financement sensiblement différents ?

J. Hue : je pense effectivement que la BDIC devrait retrouver le statut qu'elle avait à l'origine, celui d'une institution disposant d'une grande autonomie dans la définition de son action et dans la gestion de son budget et de son personnel. Rappelons qu'elle a été dotée d'un conseil d'administration et de la personnalité civile par une loi de budget de 1920. Son rattachement à l'Université de Paris en 1935 a été le signal d'un certain déclin qui s'est accentué en 1940 et qui s'est largement aggravé après 1945. Il aura fallu attendre 1978 pour qu'elle soit dotée à nouveau d'un conseil propre et d'un budget propre. Cela a permis à Véronique Blum de remettre à flot le budget de fonctionnement. Mais il n'a pas été possible de porter les effectifs du personnel au niveau des besoins. Il est donc clair que toute intégration ou toute participation de la BDIC à un système de bibliothèques risque d'étouffer son autonomie, indispensable à la sauvegarde et au développement de ses missions traditionnelles.

S. Courtois : Mais que pouvez-vous faire dans cette perspective ?

J. Hue : Vous savez qu'en 1984 a été adoptée une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur qui concernait, entre autres, les BU. Or, si les solutions proposées par la loi sont avantageuses pour les BU, je crains qu'elles ne répondent pas aux problèmes posés par une bibliothèque comme la BDIC. Pourquoi rattacher à une ou plusieurs universités une bibliothèque à vocation nationale et internationale et à caractère national ? Le décret d'application de la loi étant encore à l'étude en ce qui concerne la documentation dans les universités, le Conseil de la BDIC a pris l'initiative il y a quelques mois de créer un groupe de travail permettant de réfléchir sur le statut de la bibliothèque et de proposer un projet à l'administration centrale.

Le travail de ce groupe est maintenant suffisamment avancé ; l'idée serait de créer un établissement public à vocation culturelle, scientifique et technique qui comprendrait la BDIC et le Musée des deux guerres mondiales. Nous appuyons notre projet sur des exemples existants : la Bibliothèque nationale la BPI et la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

S. Courtois : Si je comprends bien, vous cherchez par ces modifications administratives à procurer à la Bibliothèque les moyens financiers et la liberté d'action dont elle a besoin pour assumer ses missions traditionnelles en fonction de la situation nouvelle que crée l'inflation documentaire.

J. Hue : Il est certain que les pouvoirs publics doivent se poser le problème des missions de la BDIC et de son rôle national et international dans l'organisation et l'exploitation des sources documentaires pour la connaissance du monde contemporain. Une fois ses missions et son rôle reconnus, la BDIC devrait être dotée des moyens organiques et financiers suffisants pour atteindre les objectifs assignés par l'Etat, ces objectifs tenant compte dans la mesure du possible de la situation nouvelle née de l'inflation documentaire dont vous parlez, M. Courtois.

Malgré les difficultés économiques de l'heure, un pays comme le nôtre aura, nous l'espérons, le souci de continuer à promouvoir une institution reconnue par la communauté scientifique internationale, et l'un des moyens les plus indispensables à la BDIC est de la doter d'un statut et de structures administratives et financières autonomes. La BDIC sera alors en mesure de négocier directement soit avec l'Etat soit avec les autres institutions françaises et étrangères. Nous envisageons, par exemple, pour définir et lancer l'opération d'informatisation de la BDIC de nous appuyer sur la structure de groupement d'intérêt public (GIP) telle qu'elle est prévue dans la nouvelle loi de l'enseignement supérieur. Ce GIP regrouperait des financiers, des chercheurs en statistiques et en banques de données et des institutions utilisatrices. Mais ce groupement monté pour une opération spécifique et limitée dans le temps, (trois ans renouvelables une fois) ne peut être envisagé qu'entre des organismes disposant de l'autonomie administrative et financière (établissements publics ou organismes privés).

La BDIC, dotée du statut d'établissement public, pourrait bénéficier de ce type de structure promotionnelle ; elle pourrait aussi, pour des objectifs particuliers, s'associer par convention à des organismes français et/ou étrangers qui rencontrent les mêmes difficultés qu'elle à assurer la couverture documentaire en histoire du XX^e siècle.

G. Dreyfus : Avec quel type d'établissement public la BDIC pourrait-elle s'associer dans le cadre d'un GIP, et d'autre part cette structure d'association dispose-t-elle de crédits particuliers ?

J. Hue : En France, et pour entreprendre des opérations à moyen terme, la BDIC pourrait s'associer, dans le cadre d'un GIP, à des institutions comme la Fondation des sciences politiques, la MSH, le CNRS, des universités à dominante sciences sociales. A l'étranger la BDIC pourrait plus aisément développer les conventions qu'elle a avec des institutions comme la Bibliothèque d'Amsterdam, l'institut

Feltrinelli, Harvard, la Hoover, etc. Les conventions passées actuellement sont de caractère très ponctuel, et pour des travaux communs très limités : on peut développer ce genre de coopération à condition cependant que les objectifs en soient définis de façon précise.

D'autre part, en ce qui concerne le financement des opérations d'un GIP, la loi de l'enseignement supérieur prévoit qu'une partie des programmes soit financée par l'Etat. On peut donc envisager que pour des programmes de constitution de fonds documentaires, d'exploitation informatisée de ces fonds, la BDIC, directement ou comme partie d'un groupement, puisse bénéficier de subsides importants de l'Etat.

G. Dreyfus : L'octroi d'un statut autonome permettra à la BDIC de mieux sauvegarder ses missions et de les développer par des conventions, mais le statut d'établissement public lui donnera-t-il les moyens de recruter au moins en partie ses personnels en fonction des qualifications nécessaires aux divers domaines de l'établissement ?

J. Hue : La diversité des domaines couverts par la BDIC, notamment au plan linguistique, nécessite un personnel très qualifié à la fois dans les techniques bibliothéconomiques et documentaires et dans chaque domaine historique et linguistique pris en compte par la bibliothèque. Comment, par exemple, construire un catalogue matières ou un thésaurus sans maîtrise suffisante de la langue et de l'histoire du pays concerné ?

Une première solution à ce problème tend à se généraliser dans la préparation des mouvements annuels de personnels entre les bibliothèques : elle consiste à définir le profil des postes à pourvoir dans les établissements où des postes sont vacants ; c'est déjà un remède intéressant pour faire connaître le type de qualification nécessaire à tel ou tel service spécialisé et dans telle ou telle bibliothèque. Mais il est certain que l'octroi d'un statut d'établissement public permettrait à la BDIC de bénéficier pleinement de l'application de la loi de 1983 concernant les personnels de la fonction publique, et de recruter des personnels contractuels à trois ou à six ans sur profil particulier, en fonction des besoins à moyen terme pour le traitement et l'exploitation de tel ou tel fonds documentaire, pour la mise sur pied de telle ou telle procédure technologique.

G. Dreyfus : Comment envisagez-vous de plaider auprès des pouvoirs publics ce statut d'établissement public pour la BDIC et son Musée ?

J. Hue : Avant même que le dernier projet de décret sur les bibliothèques universitaires ait été diffusé (au mois de mai 1984), une réflexion s'était engagée sur le principe même du décret, en particulier sur l'idée fondamentale d'intégration des anciennes bibliothèques universitaires dans l'université ; il était apparu très vite que les propositions nouvelles, loin de favoriser les bibliothèques spécialisées du type de la BDIC, restreignaient leur statut et menaçaient leur identité et leurs moyens de survivre. Il apparaissait que le ministère remettait pieds et poings liés ses bibliothèques spécialisées aux universités qui voudraient bien d'elles, qui devraient s'entendre pour créer des services de coopération documentaire, et pour subvenir à leurs besoins. Les quelques avantages qu'avaient donné au BIU le décret de 1978, à savoir un budget propre et un conseil d'établissement étaient en grande partie supprimés ; il était urgent de réagir contre une évaluation aussi insuffisante des difficultés d'application du projet de décret. En ce qui concerne la BDIC, nous le disions au début de notre entretien, le conseil a très vite constitué un groupe de travail pour réfléchir aux structures possibles et alerter les pouvoirs publics sur les difficultés majeures que l'application du décret soulèverait pour le maintien des missions nationales et internationales de l'établissement. Des consultations ont été demandées auprès d'un expert du Conseil d'Etat en septembre dernier ; une étude comparative a porté sur les solutions prises par d'autres

organismes proches des missions de la BDIC, pour maintenir leur autonomie de gestion. Nous étions soutenus dans nos travaux par trois considérations importantes : la première tenait à l'histoire administrative de la BDIC ; l'établissement avait en effet bénéficié par le passé de 1917 à 1934 d'un statut de Fondation et d'un statut d'autonomie juridique et financière. La seconde considération tenait à la diversité de ses missions spécifiques que l'on ne rencontre nulle part ailleurs : jouer à la fois le rôle d'une bibliothèque spécialisée, d'un Musée, d'un service d'archives et d'un service de documentation. La troisième considération tient au fait que la BDIC a pour public et pour consultants, non seulement les chercheurs universitaires, c'est-à-dire le personnel du ministère de l'Education Nationale, mais aussi les chercheurs et les professionnels du ministère des Relations Extérieures, ceux du ministère de la Défense, des ministères de la Culture, de la Recherche, des Anciens Combattants et de la Coopération, et enfin tous les professionnels des médias, journalistes, documentalistes... français et étrangers qui ont droit à consulter les fonds, en application des clauses mêmes de la donation Leblanc.

Maintenant que le rapport des inspecteurs généraux est remis au Ministre de l'Education Nationale, nous allons pouvoir présenter le projet à l'administration centrale et prendre les contrats utiles pour faire reconnaître et admettre la légitimité de notre démarche.

S. Courtois : Nous pouvons espérer que les solutions envisagées précédemment et notamment l'octroi d'un statut d'établissement public permettent à la BDIC de prendre un nouveau départ.

J. Hue : Avant d'aborder à proprement parler dans quelles perspectives de travail nous allons nous situer pour les dix années qui viennent, je dirai un mot de la constitution et de l'exploitation des fonds d'archives de la BDIC. Ces archives ont été constituées au long des années ; elles continuent d'ailleurs à se développer de mois en mois, résultats de négociations, de contacts par relations personnelles des membres de la BDIC ou de son conseil, donations, etc. Les dossiers réunis demandent un travail de classement et d'analyse que les personnels permanents, étant donné l'effectif actuel, ne peuvent pas assurer complètement, malgré l'intérêt très grand que représentent ces dossiers pour la recherche historique actuelle. Des crédits de recherche ont pu être obtenus depuis 1982 auprès de la Direction de la Recherche au ministère de l'EN pour le traitement de ces archives. Grâce à ces crédits un certain nombre de jeunes chercheurs, titulaires de thèses de 3^e cycle, ont été recrutés pour des périodes limitées. Ces derniers ont, en collaboration avec les conservateurs responsables des différents domaines, analysé et intégré un certain nombre de fonds d'archives dans le fichier méthodique de la BDIC : le public peut donc d'ores et déjà les consulter.

Les travaux sur les fonds d'archives se développeront en dépit des difficultés et des contraintes actuelles d'embauche de vacataires de recherche. La situation serait plus favorable si, comme nous l'espérons, la BDIC se trouve en mesure dès l'an prochain de recruter le type de contractuels à trois ans dont nous avons parlé précédemment. Nous pourrions alors renforcer un service qui a pour mission, en traitant les fonds d'archives, de mettre le matériau brut à la disposition des chercheurs en histoire contemporaine.

Il me reste à dire quelques mots sur les perspectives de travail dans lesquelles nous nous situons résolument.

La BDIC enregistre chaque année un retard important dans le traitement, le catalogage et l'indexation des documents entrés : continuer avec les mêmes moyens et les mêmes méthodes conduirait probablement à moyen terme à l'asphyxie. Il est donc indispensable d'intégrer dès main-

tenant dans nos méthodes de travail les procédures de techniques informatiques.

Dans ce domaine de l'informatisation des services les projets ne manquent pas : un groupe de travail comprenant des représentants de la BDIC et de ses lecteurs, des chercheurs en statistiques et en analyse de systèmes de l'Université de Jussieu, des chercheurs en organisation et en analyse de produits, notamment de l'Université de Paris X, va être chargé de janvier à mars 1985 d'établir une étude d'opportunité sur la création d'un système d'information automatisé à la BDIC ; ce système d'information comprendra les procédures de saisie, d'indexation des nouvelles acquisitions mais aussi la saisie et l'indexation d'un certain nombre de fonds déjà entrés et facilement « cernables ». Le système comprendra aussi les procédures externes (consultation et recherches). Enfin dans un deuxième temps le système d'information devra comprendre des procédures d'exploitation des données et la sortie de produits nouveaux au bénéfice des lecteurs de la BDIC. L'étude d'opportunité qui sera confiée à ce groupe d'experts nécessitera l'analyse du système existant ; elle débouchera sur des propositions de choix et de stratégie, sur l'établissement du cahier des charges du système nouveau, sur le programme de formation du personnel et sur les conséquences concernant les conditions de travail et de fonctionnement de l'organisation.

Un dernier mot sur les publications de la BDIC et du Musée des deux guerres mondiales. Depuis un certain nombre d'années, les expositions organisées au Musée ont donné lieu à la publication de catalogues d'exposition, dont le dernier très important concerne l'histoire de la France et des Français pendant les années 1944/1945. Les expositions qui suivront feront aussi l'objet d'un catalogue qui permettra comme les précédents, non seulement de présenter les pièces de l'exposition mais aussi de faire le point sur les apports de la recherche historique actuelle. D'autre part, une tradition de publications bibliographiques a été reprise ces dernières années en particulier en 1983 avec la publication de la bibliographie : « Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier et social argentin. » Les travaux de ce type concernant les domaines couverts par la BDIC seront poursuivis systématiquement.

Enfin l'effort important entrepris par les rédacteurs de la Lettre des Amis de la BDIC pour rendre compte des activités de l'établissement dans le domaine de la recherche historique, sera encouragé par l'administration de la bibliothèque. La lettre peut encore se diversifier et devenir grâce aux nombreux concours des historiens amis et des personnels qui sont responsables de l'évolution des différents fonds de la bibliothèque, l'un des meilleurs témoins de nos travaux auprès de la communauté des historiens français et étrangers.

Le fond du Centre International pour le Développement (CID)

Le Centre International pour le Développement (CID) a été fondé par Josué de Castro en 1964. Pendant de nombreuses années, soit comme homme politique soit comme homme de science, de Castro s'est attaché à dénoncer les inégalités existantes de notre monde contemporain, principalement en ce qui concerne la distribution des richesses de la planète. Comme écrivain, il a également utilisé sa plume pour mettre en relief un des problèmes les plus graves qui affectent l'humanité de nos jours : la faim. Partant de ses expériences personnelles et scientifiques au Brésil — son pays d'origine — il essaya de montrer les causes et les conséquences de ce mal mondial. En même temps il désirait présenter une vision géographique et politique de ce problème sur lequel on trouve des témoignages dans son abondante production bibliographique¹.

Le sens et la signification des activités réalisées par de Castro — parmi lesquelles le CID fut l'une des plus importantes — peuvent être appréhendés bien mieux si on resitue ces activités dans le contexte historique où elles se déroulaient.

On peut dire que la décennie des années 60 a été une période de transition entre deux étapes différentes, l'immédiate après-guerre et les années 70 marquées par le début de la crise économique internationale. La décennie antérieure — les années 50 — fut témoin et acteur d'une série d'efforts réalisés conjointement par un grand nombre de pays occidentaux pour surmonter les effets de la dernière guerre mondiale. Les initiatives réalisées dans ce sens furent multiples, allant de la création d'institutions et d'assemblées à caractère international (ONU, FMI, CEE, etc.) à la réorganisation et au réaménagement des relations internationales, tant sur le plan politique que sur le plan économique.

L'une des premières et des plus importantes manifestations de ce redressement politico-économique occidental a été celle de la prospérité et de la vigueur — pendant les

années 60 — du commerce international, sur la base d'une division internationale tacite du travail, dont le caractère d'inégalité et de faible équité est devenu de plus en plus évident au fil des années.

Cette inégalité fut ressentie fortement par un grand nombre de petits pays à qui était assignée comme tâche spécifique la production des matières premières en vue de l'approvisionnement des grands pays industrialisés.

Dans ce cadre précis de relations internationales, le monde occidental a connu une phase d'expansion économique considérable.

C'était aussi l'époque — surtout à partir de l'expérience de la révolution cubaine en Amérique latine — où les rapports de contrôle et de dépendance entre pays riches et pays pauvres s'accroissent.

Au niveau politique, les mouvements de libération nationale ont commencé à se répandre, surtout en Afrique. Au niveau économique, divers programmes d'aide ont été mis en marche. Ceux-ci avaient pour but de rendre moins évidentes les inégalités qui commençaient à soulever l'indignation de ceux qui étaient moins favorisés économiquement.

Ainsi — pour l'Amérique latine —, les Etats-Unis ont mis en marche leur programme intitulé « Alliance pour le progrès », de même que l'Agence Internationale pour le Développement et la Banque Interaméricaine de Développement. Ces trois organismes prétendaient impulser le développement économique de l'Amérique latine, leur but final étant d'empêcher la réapparition de nouveaux « Cubas ». « L'Alliance pour le Progrès » étant devenue inopérante, la BID et l'AID sont restées comme agents de la politique extérieure américaine dans ce continent, conditionnant leurs programmes d'aide aux pays en question moins à leurs besoins économiques réels qu'à des critères de type politique.

Dans le cas de l'Afrique, par exemple, des anciennes

colonies ont accédé à l'indépendance. Mais certains de leurs nouveaux dirigeants sont restés attachés aux anciennes métropoles. Dans le cas des colonies où l'indépendance n'a pas été accordée — ou reconnue — des mouvements de libération nationale se sont déclenchés. Dans les deux cas — même si dans certains de ces pays une relative stabilité politique s'est ensuite produite — les conditions économiques et culturelles devant lesquelles ils se sont trouvés les ont obligés à chercher l'aide et l'assistance financière et technologique chez leurs anciens dominateurs. Les « nouveaux rapports » qui se sont établis entre eux n'ont pas énormément changé puisque ces nouveaux pays ont continué dans leur ancien rôle de fournisseurs de matières premières et de main-d'œuvre ainsi que comme un bon marché pour les produits exportés par ces grands pays industrialisés².



éditorial

ET MAINTENANT ? Après la conférence Nord-Sud à Paris

L'opinion est partagée par tous, au Nord comme au Sud : la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), une initiative louable du gouvernement français, n'a pas donné les résultats escomptés. Ce fut une déception pour les pays industriels qui avaient cru, en réduisant à dix-neuf le nombre des participants des pays en voie de développement, pouvoir trouver une formule satisfaisante pour tous les intéressés. Ce fut pour le tiers monde une nouvelle frustration, comme en témoigne la déclaration finale : « Les représentants des pays en voie de développement à la C.C.E.I., tout en reconnaissant les progrès réalisés pour satisfaire certaines de leurs propositions, constatent avec regret que la plupart des propositions tendant à des transformations structurelles du système économique international, ainsi que celles avancées pour prendre des mesures urgentes sur des problèmes pressants, n'ont fait l'objet d'aucun accord. En conséquence, le groupe de « 19 » estime que les conclusions de la C.C.E.I. ne sont pas à la mesure des objectifs tracés pour un programme d'action intégral et équilibré visant à établir le Nouvel ordre économique international. »

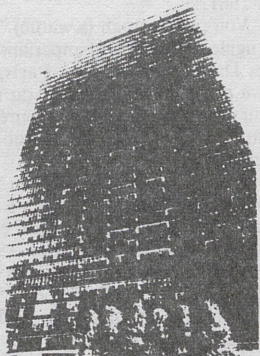
Les déclarations des ministres des pays membres de l'O.C.D.E. clamant le succès de la C.C.E.I. ne parviennent pas à dissimuler son échec (voir Nouvelle brève : « Déclaration sur les relations avec les pays en développement adoptée par les gouvernements des pays membres de l'O.C.D.E. »). Des représentants des dix-neuf pays participant à la C.C.E.I., des leaders du tiers monde, des instituteurs de recherche comme le Forum du tiers monde viennent de se rencontrer à Nyon (Suisse).

Ils ont tous conclu que la C.C.E.I. semblait marquer la fin d'une période de détente qui était née dans l'ambiance constructive de la 7^e Session spéciale des Nations Unies. Les relations économiques Nord-Sud affrontent maintenant une nouvelle période de grave confrontation.

La volonté politique a manqué aux négociateurs des plus puissants pays industriels. Ils ne se sont pas rendu compte des intérêts en jeu de la dimension planétaire des problèmes soulevés et de l'unité des pays en voie de développement devant les injustices qu'engendre le système actuel des relations internationales. Ils ont été bien plus timides que les chefs des gouvernements qu'ils représentaient, dont les déclarations avaient suscité pas mal d'espoirs. Leur attitude a contribué à isoler,

(suite page 2)

O.N.U. - le nombre des participants n'est pas un obstacle pour mener les négociations à bon terme (Ph. Sigma)



Au même moment, commençait à connaître leur apogée les doctrines et les théories du « Desarrollismo »³ et de la dépendance⁴ qui mettaient en évidence les effets et les conséquences qui pouvaient résulter du nouvel ordre en train de s'implanter sur le plan économique et politique dans le monde occidental.

D'autre part, des personnalités et des institutions commencèrent en même temps à prôner la nécessité et l'urgence d'une plus grande et d'une meilleure répartition des richesses économiques, technologiques et culturelles qui étaient alors produites, les considérant comme patrimoine de toute l'humanité et non seulement des pays les plus puissants. Surtout parce que l'on se rendait compte que les inégalités entre pays commençaient à prendre des proportions inimaginables⁵.

Josué de Castro, comme de nombreuses autres personnalités de l'époque, commença à agir et à dénoncer cette

situation ainsi que les conséquences — à court et à long terme — que celle-ci pouvait entraîner. Dans ce but, et par l'intermédiaire du CID, il a voulu développer les bases pour une action en faveur d'un développement plus juste et équilibré des pays moins favorisés économiquement et culturellement.

L'objectif principal du CID était de se constituer en organisme de consultation auquel pourraient avoir accès des pays et des organismes internationaux désireux d'obtenir des conseils pour la réalisation de projets de développement économique et/ou culturel.

Dans ce but, le CID parvint à intéresser de nombreux pays, comme le Sénégal, l'Algérie, l'Iran, le Mexique, le Venezuela, le Chili et beaucoup d'autres, ainsi que des personnalités du monde politique, culturel et scientifique, telles que L. Senghor, L. Echeverría, S. Allende, P. Mendès-France, B. Kreiski, B. Russel, E. Frei, entre autres. En même temps, le CID travailla étroitement avec différents organismes internationaux comme l'UNESCO, la Banque Mondiale, l'OCDE, la CEE, l'ONU, etc.

Le CID déploya donc, pendant ses quasi vingt années d'existence, une activité considérable, à l'intérieur du contexte international que nous avons décrit antérieurement.

En tant qu'institution, il organisa divers séminaires et congrès internationaux sur des thèmes liés à la coopération et au développement international. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer celui tenu à Téhéran en 1969 sur le thème « Le tiers monde en l'an 2 000 », celui réuni à Nice en octobre 1975 sur « L'information publique mondiale et la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats »; ceux rassemblés à Alger en juin 1975 sur le thème « Comment rendre opératoire le Nouvel Ordre Economique International et la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats » et à Paris, en décembre de la même année, sur « Les relations entre développement et environnement ».



Centre international
pour le développement

Président-directeur général :
Hernan Santa Cruz

Le CENTRE INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT est une association non gouvernementale à but non lucratif. C'est un lieu de rencontre pour la recherche, un centre de documentation, d'information et de discussion sur le développement économique et social des pays du tiers monde. Entre autres activités, il se charge d'entreprendre des études sur les problèmes d'un ou plusieurs pays à leur demande.

Ses membres sont des personnalités activement favorables à la cause de la coopération internationale pour le développement.

L'action du CID vise à soutenir les pays en voie de développement dans leurs efforts pour construire et instaurer le Nouvel ordre international, tel qu'il a été défini dans les Déclarations et le Programme d'action approuvés par la 6^e Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies et la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

Conscient de l'unité de destin de toute la race humaine et de l'interdépendance des phénomènes économiques et sociaux, le CID s'associe aux efforts méritoires des gouvernements, institutions et individus qui ne croient pas aux politiques de domination et de sujétion, ni dans la répartition du monde en zones d'influence. Il essaie de multiplier les dialogues, consultations et négociations entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Ces contacts doivent pouvoir déboucher sur des solutions positives aux problèmes planétaires de notre époque et renforcer la coopération mondiale basée sur les principes de solidarité, d'égalité des droits de toutes les nations, de non-intervention et d'autodétermination des peuples, et le respect des droits fondamentaux de l'homme.

Le CID est entré en contact permanent avec des organisations internationales non-gouvernementales qui, en différents domaines, ont également développé des activités en faveur du soi-dit « Tiers Monde ». Parmi ces institutions, nous pouvons mentionner le Club de Rome, l'International Foundation for Development Alternatives (Londres), l'International Ocean Institute (Malte), la Foundation Reshaping the International Order (Rotterdam), la Society for International Development (Rome), l'International Institute for Environment and Development (Londres), l'International Coalition for Development Action (Londres), le Centre for Research on the New International Economic Order (Oxford), etc. Par ailleurs, le CID a été en contact avec des organismes gouvernementaux chargés de programmes de développement et d'aide technologique et culturelle aux pays moins favorisés.

Lors de sa collaboration avec des organismes internationaux (comme l'ONU ou l'UNESCO) et avec quelques gouvernements européens, le CID a été chargé d'élaborer des études et des analyses sur des problèmes concrets. Parmi ces travaux, nous pouvons citer « La Culture, clé du développement » publié par l'UNESCO en 1983, « Development, the United Nations System and the North-South Relationship » présenté à la Society for International Development en 1977, « relación entre Medio ambiente y desarrollo » présenté par le Projet des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement en 1976, pour ne citer que quelques exemples.

Le CID fut également invité à participer à de nombreux colloques, congrès, conférences, en qualité de rapporteur, conseiller ou expert, toujours sur les questions du développement dans le tiers monde.

Malgré l'intense activité déployée par le CID pendant son existence, le sens et la signification de ses activités — comme celles d'autres institutions similaires — se sont heurtées de plus en plus à la fermeté d'un système et d'un ordre économique et politique où prime la loi du profit sur celle de la justice et du bon sens.

Lors de la disparition du CID, la BDIC, a été choisie comme dépositaire de tous les fonds documentaires et des archives du centre. Ainsi elle a en sa possession une importante série de documents relatifs à une partie de l'histoire des efforts réalisés — durant les vingt dernières années — par le CID, et d'autres organismes internationaux, pour trouver des solutions aux problèmes du développement dans le soi-dit Tiers Monde⁶.

A partir de cette masse documentaire, et après un minutieux travail de vérification, sélection, traitement et catalogue, on a pu constituer une série de dossiers où l'on a rassemblé des documents relatifs à des thèmes identiques. Parmi les principaux sujets l'on peut citer ceux qui concernent les problèmes de l'énergie, des matières premières, des ressources minérales et maritimes, l'alphabetisation, les rapports entre le développement et l'environnement, le rôle des médias dans l'information, la culture, la place des organismes internationaux dans la solution de problèmes du développement, le droit international et le développement, etc. etc.

La particularité de la documentation rassemblée dans ces dossiers est que toute celle-ci, jusqu'à maintenant, est une documentation *inédite*, ce qui rend encore plus intéressant ce fond documentaire dans sa totalité.

L'on peut trouver aussi des documents concernant des efforts faits par d'autres organismes s'occupant également des problèmes du développement tels que le Forum du tiers monde, la Table Ronde Nord-Sud, la Society for International Development, l'Institut de Vienne pour le développement et la coopération, ainsi que de documents concernant les pays non-alignés et le Groupe des 77. Particulièrement intéressante, la documentation sur les discussions et les travaux de la Conférence sur la Coopération Economique Internationale qui a eu lieu à Paris entre 1975 et 1977.

Mis à part ces documents, le fonds du CID comprend grand nombre de publications périodiques et d'ouvrages concernant les problèmes du développement.

L'abondante correspondance expédiée et reçue par le CID montre l'intense activité déployée par son fondateur et ses successeurs pour faire connaître largement les objectifs de cette institution. Nous y trouvons, également, pas à pas, toutes les démarches et les projets que le CID a programmé et réalisé pendant son existence. Dans cette correspondance on peut signaler de nombreuses lettres adressées à des chefs d'Etat et de gouvernement, à des hommes politiques et à des institutions internationales ; on peut y analyser les principales lignes d'action du CID ainsi que ses propositions sur des thèmes concrets relatifs aux questions du développement.

Gustavo Palma Murga

1. On peut citer : Géographie de la faim (la faim au Brésil) et Géopolitique de la faim, parus aux Editions ouvrières en 1952 ; A dónde va la America latina ? Dinámica del desarrollo. Cambios y resistencias sociales, publié à Lima en 1966, ou Le Livre noir de la faim édité à Paris en 1961.
2. Voir : N'Krumah (Kwame). Towards colonial freedom. Africa in the struggle against world imperialism, London, 1973 ; ou : Fanon (Frantz) ; Les Damnés de la terre, Paris, F. Maspéro, 1961.
3. « desarrollismo » vient du mot « desarrollo », développement ; on peut citer quelques auteurs représentatifs de ce courant de pensée : André Gunder Frank, Celso Furtado, Theotonio Dos Santos, Rodolfo Stavenhagen...
4. Voir : Aragon (Leopoldo) ; Washington por dentro. Por qué y como somos satélites de EE.UU. La Era Kennedy, Lima, Moncloa, 1968 ; Furtado (Celso) ; Les Etats-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine, Paris, Calmann-Levy, 1970 ; ou Industrialización y dependencia en America latina, publié par la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique latine, ONU) en 1973.
5. On peut mentionner comme des appels significatifs dans ce sens l'Encyclique du Pape Paul VI « Popularum Progressio » (1967), la Convention de Lomé (1975) ou le rapport de la Commission Brandt (1977).
6. Quelques chiffres approximatifs relatifs aux fonds donnés par le CID ; un millier d'ouvrages, près de 950 titres de périodiques (avec des collections souvent importantes) et enfin 250 titres de dossiers (mais, certains, très volumineux, peuvent comporter plus de 60 chemises, comme le dossier rassemblant les textes de la Conférence sur la Coopération Economique Internationale, dite Conférence Nord-Sud, ou le dossier réunissant la correspondance du CID).

Bureau :

Président : Daniel Mayer

Vice-Présidents : H. Amouroux, J. Droz, O. Patrois.

Bureau : W. Berelowitch, S. Courtois, J. Delarue, G. Delépine, G. Dreyfus-Armand, M. Ferro, L. Fioux, R. Frank, R. Girault, L. Hamon, H. Kaplan, L. Lemonnier, M. Lemaitre, T. Muller, R. Paris, M. Prat, R. Thalmann, E. Wellhoff.

Membre de droit, Joseph HUE : directeur de la BDIC.

Conseil d'administration :

A. Bachoud, M. Baudot, J.J. Becker, F. Bedarida, S. Berstein, J.P. Bourcheix, R. Bourderon, J. Bouvier, C. Christienne, J.P. Cointet, J.L. Crémieux-Brilhac, D. Degez-Vataire, M. Dreyfus, C. Fohlen, A. Grosser, F. Huyet, D.J. Jay, B. Kerblay, A. Kriegel, A. Kupferman, M. de La Fourrière, M. Lavigne, C. Lévy, F. Mauro, J. Meyer, B. Michel, J. Mortier, G. Pedroncini, J. Rabaut, M. Rébérioux, J. Scherrer, B. Teynier, P. Vigier.

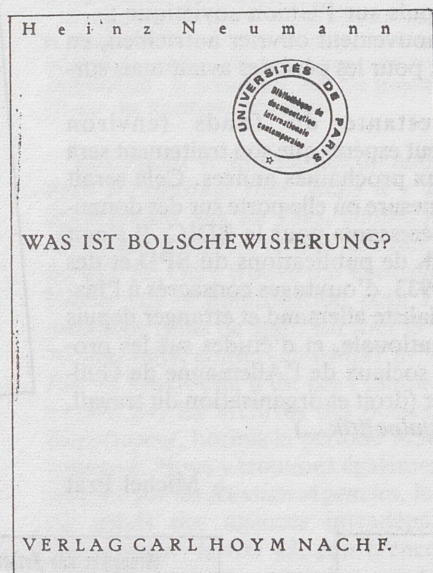
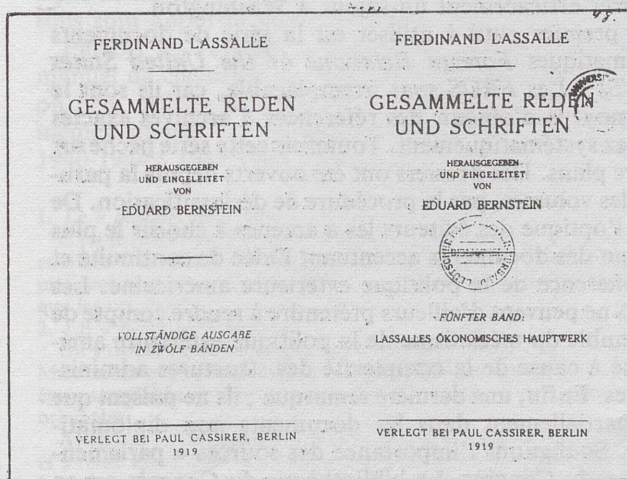
Où l'on reparle des « séquestres »

Les fidèles « amis de la BDIC » apprennent, il y a deux ans, l'existence d'un important fonds d'ouvrages allemands, dit des « séquestres », provenant de saisies effectuées en Allemagne à la fin de la guerre par les autorités d'occupation dans des bibliothèques de la marine de guerre et d'écoles de cadres du parti nazi (voir l'article de Michel Leiberich, « Les Séquestres », publié dans la « Lettre » n° 3-4 de juin-septembre 1982).

Dans sa présentation générale du fonds, qu'il estime à 10 000 ouvrages, Michel Leiberich indique que celui-ci se compose de trois grandes parties : la première, provenant de l'« Hauptbücherei der Marinestation der Nordsee », comprend essentiellement des publications nationalistes de la période précédant la Première Guerre mondiale et de celle de l'immédiat Après-Guerre ; la seconde, probablement la plus importante par le nombre, consiste en publications national-socialistes ou de l'époque du Troisième Reich, confisquées dans différentes bibliothèques nazies en Allemagne et à l'étranger ; et enfin la troisième, la plus étonnante peut-être, est constituée d'ouvrages saisis par les nazis eux-mêmes dans des bibliothèques syndicales et ouvrières en Allemagne, en Autriche et en Tchécoslovaquie et regroupés dans la bibliothèque de l'« Ordensburg Sonthofen » en Bavière, où ils furent retrouvés à la fin de la guerre.

L'année passée, Véronique Blum, dans un article consacré aux « richesses inexploitées » de la BDIC, annonçait ici que cette dernière partie, composée principalement d'ouvrages socialistes « sauvés » donc grâce à l'attention que leur avaient portée les autorités nazies, avait commencé à être intégrée dans le fonds de la BDIC (cf. lettre n° 10, octobre-décembre 1983). Aujourd'hui, après plus de deux années d'un travail intermittent mais néanmoins suivi, il est possible de dresser un premier bilan du traitement de cette première tranche des « séquestres ».

La partie « Socialistica » des séquestres compte environ 1 800 livres et brochures de la période 1885-1933, sans compter plusieurs dizaines de volumes de périodiques. A l'heure actuelle, plus de 700 ouvrages ont été catalogués et sont donc maintenant accessibles aux lecteurs. A ce chiffre, il convient d'ajouter encore celui de 370 autres ouvrages « doubles » qui ont été vérifiés et pour une bonne part échangés avec d'autres bibliothèques (surtout allemandes) contre d'autres documents complétant les fonds de la BDIC dans ce domaine. On peut donc considérer qu'environ 3/5 des séquestres socialistes sont désormais traités



Die Soziologie des Bolschewismus

Mit Bezugnahme auf das Problem der Internationale

Von H. Neumann

1920

Verlagsgenossenschaft „Freiheit“ e. G. m. b. H.
Verlag Carl Hoym Nachf. • Gießen

Il n'est guère besoin de souligner à quel point l'intégration d'un tel fonds dans les collections de la BDIC peut être précieuse pour les chercheurs s'occupant de l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier en Allemagne. En effet, on ne peut pas dire que ce type de publications figurait parmi les priorités d'achats des bibliothèques françaises de l'époque, à quelques rares exceptions près comme la bibliothèque du Musée social pour la période d'avant 1914. Il n'est que de voir le désarroi des émigrés antifascistes découvrant la pauvreté des bibliothèques parisiennes, ce qui les conduira très rapidement à créer leurs propres bibliothèques et centres de documentation, dont la plus célèbre la « Deutsche Freiheitsbibliothek » sera inaugurée dès le 10 mai 1934.

La BDIC possédait déjà, à la suite d'une politique d'achat audacieuse et de nombreux dons, une très riche documentation sur le mouvement ouvrier allemand dans la République de Weimar, notamment sur la période révolutionnaire initiale de l'immédiate après-guerre. Avec l'apport des livres provenant des séquestres, elle devient sans conteste le centre le plus important en France pour tout ce qui touche au mouvement socialiste de langue allemande depuis le fin du XIX^e siècle.

Pour s'en convaincre, il suffit d'énumérer brièvement les principaux types d'ouvrage du fonds des séquestres déjà traités et désormais consultables. On y trouve :

— des éditions des écrits de la plupart des grandes figures de la pensée socialiste allemande : des pères fondateurs Marx, Engels (cf. la « lettre » n° 7), cf. Lassalle, à toute la fine fleur de la II^e Internationale : Bebel, W. Liebknecht, Kautsky, Bernstein, Mehring, Luxemburg, Parvus, C. Zetkin, K. Liebknecht, Eisner, Lensch, Haenisch, Cunow pour les Allemands et V. Adler, Renner, Bauer, M. Adler, Hilferding, Eckstein, F. Adler, Deutsch, Danneberg, pour les Autrichiens.

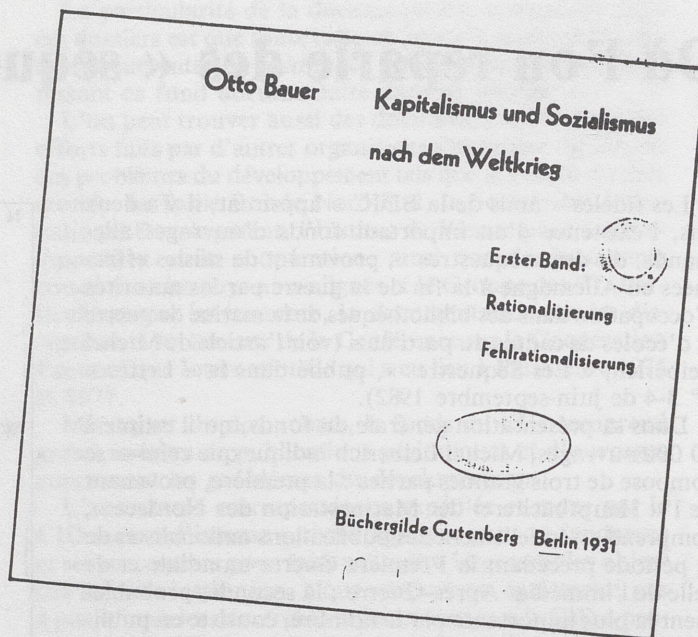
— les grandes collections « Sozialdemokratische Bibliothek », « Internationale Bibliothek », « Kleine Bibliothek », « Marx-Studien », publiés par le « Verlag von J.H.W. Dietz » à Stuttgart, la « Buchhandlung Vorwärts » à Berlin ou la « Volksbuchhandlung Ignaz Brand » à Vienne, principaux véhicules de diffusion des grands textes mais aussi de brochures et d'ouvrages indispensables pour étudier la *Weltanschauung* de la II^e Internationale ;

— des publications du mouvement communiste allemand et international, avec entre autres des éditions de textes de Lénine, Zinoviev, Trotski, Radek, Staline, Münzenberg Dimitrov et les collections « Elementarbücher des Kommunismus », « Marxistische Bibliothek », « Kleine Lenin-Bibliothek des Marxismus-Leninismus » ;

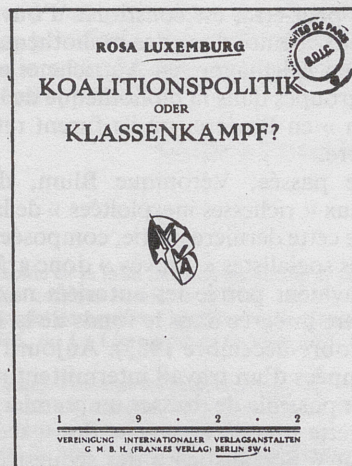
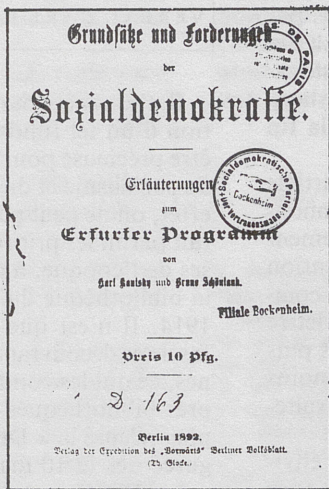
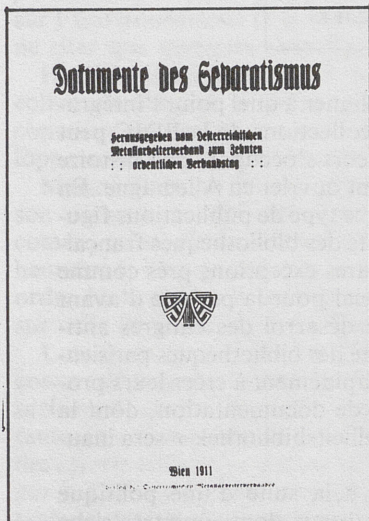
— des ouvrages et brochures de toutes tendances sur la Russie révolutionnaire puis sur l'Union soviétique ;

— des documents du mouvement ouvrier autrichien, en particulier des syndicats, pour les périodes avant mais surtout après 1918.

Pour la partie restante du fonds (environ 650/700 volumes), on peut espérer que son traitement sera achevé au cours des deux prochaines années. Cela serait très souhaitable dans la mesure où elle porte sur des domaines particulièrement intéressants pour la BDIC. Il s'agit en effet, pour l'essentiel, de publications du SPD et des syndicats entre 1890 et 1933, d'ouvrages consacrés à l'histoire du mouvement socialiste allemand et étranger depuis l'époque de la I^e Internationale, et d'études sur les problèmes économiques et sociaux de l'Allemagne de Guillaume II puis de Weimar (droit et organisation du travail, condition ouvrière, *Sozialpolitik*...)



Michel Prat



Petit voyage dans les archives nationales américaines

La BDIC a souvent l'occasion d'accueillir des chercheurs qui ont besoin d'utiliser les archives nationales américaines. Aucun guide d'utilisation n'existant en français, il a semblé tout à fait intéressant de demander à un collaborateur de la bibliothèque, Paul Gradwohl¹, d'en proposer une première approche. (NDLR)

L'utilisation des documents des Archives nationales des Etats-Unis d'Amérique reste un problème souvent insoluble pour les chercheurs qui n'ont pas le temps d'y faire plus qu'un bref passage. Nous souhaitons ici donner quelques informations sur les fonds et les inventaires, catalogues et fichiers divers qui permettent de trouver les pièces recherchées dans les domaines de la politique étrangère américaine et des affaires intérieures des autres pays. Notre enquête ne touche que les fonds du *State Department* et les archives militaires, plus particulièrement les dossiers de renseignement ou des forces d'occupation¹.

La période que nous traitons, le XX^e siècle, correspond à la couverture documentaire de la BDIC. Nous tenterons

de mettre en avant les moyens disponibles à Nanterre pour préparer efficacement un séjour à Washington.

Le premier outil à utiliser est la série de documents diplomatiques *Foreign Relations of the United States (FRUS)*². Les *FRUS* sont irremplaçable, car ils sont le seul moyens d'obtenir des références d'archives exactes et assez systématiquement. Toutefois cette série pêche sur quatre plans. Des dossiers ont été ouverts depuis la parution des volumes, par la procédure de déclassification. De plus, l'optique des éditeurs les a amenés à choisir le plus souvent des documents accentuant l'idée de continuité et de cohérence de la politique extérieure américaine. Les *FRUS* ne peuvent d'ailleurs prétendre à rendre compte de l'ensemble du mécanisme de la politique extérieure américaine à cause de la complexité des structures administratives. Enfin, une dernière remarque : ils ne puisent que très partiellement dans les documents non diplomatiques³. Soulignons l'importance des sources « parlementaires » du Congrès. La bibliothèque du Congrès est en

fait également un centre d'archives. Les deux Chambres ont un service historique qui peut aider les chercheurs.

Pour suppléer aux *FRUS*, une revue lancée en 1977 par la *society for Historians of American Foreign Relations* (SHAFR) vient à point : la *Diplomatic History* qui publie des articles faisant le point sur les recherches les plus en pointe et dont les notes sont une mine de cotes d'archives. Cette revue a en outre publié des textes diplomatiques importants. Ainsi le rapport de Charles Bohlen et Geroid T. Robinson, écrit juste avant le 10 décembre 1945 « *Les capacités et intentions de l'Union soviétique en tant qu'elles sont influencées par la politique américaine* »⁴. Ce texte proposait des conceptions alternatives au « *Long telegram* » de Kennan⁵, et en particulier les deux autres, qui sont connus pour leur fermeté à l'égard de l'URSS, avancent l'idée d'une collaboration limitée avec l'URSS. Cette revue est un instrument d'autant plus riche qu'elle informe sur les recherches en cours aux Etats-Unis⁶.

Grâce à ces instruments on peut assez vite trouver les documents cités. Mais seule la connaissance de l'organisation des archives permet d'élargir le champ des recherches. Deux principes président à cette organisation : le *Record Group* (RG) qui est un fonds autonome et la *localisation*, car certains RG sont divisés entre deux sections, ou branches. Ici nous avons procédé en privilégiant la localisation.

I. La DIPLOMATIC BRANCH

(bâtiment central ; Pennsylvania av. entre la 7^e et 9^e rue, N.W. Washington D.C. ; 6^e étage de l'aile Est)

C'est là qu'on trouve la majorité des documents du *State Department* (RG 59). La plupart de ces documents sont classés en fonction du *decimal files system* en vigueur de 1910 à 1963, modifié légèrement en 1949 et plus tard. Le dernier manuel date de 1939. Donc les nouvelles catégories créées à l'issue de la guerre n'y sont pas. D'où l'utilité de la consultation des *FRUS*. C'est le ministère lui-même qui classe ses documents. Dans les dossiers il y a des renvois à des pièces concernant le problème traité mais classés ailleurs. Ainsi, grâce au classement décimal thématique, le lecteur est fixé sur les instances qui ont traité une question.

Le manuel de classification (1939) donne le numéro de code des pays, en général deux chiffres. La rubrique 8, les affaires intérieures des pays, se présente ensuite par thèmes. Ainsi : 8 74 00 correspondra aux généralités sur la Bulgarie. Les dates sont indiquées sur les pièces (9 2145 = 21 septembre 1945) depuis juillet 1944.

En général il y a une série de cartons par cotes. Mais quand des dossiers ont été rendus publics récemment (*déclassifiés*), les archivistes n'ont souvent pas eu le temps d'intercaler les pièces dans les cartons (*box*) normaux. Il faut toujours demander si, parallèlement à ceux-ci, il n'y a pas de carton *confidential*, *secret*, ou *top-secret*. Les cartons sont apportés immédiatement.

Parfois les références glanées ne suffisent pas et le manuel de classification lui-même est trop vague. Alors on peut utiliser trois armes, trois fichiers (*index*), eux-mêmes divisés en périodes ; 1910-1929 ; 1930-1939 ; 1940-1944 ; 1945-1949 ; 1950-1954.

1. Le « purport card index »

C'est le fichier du chercheur pressé qui veut avoir une idée de ce que contient le dossier repéré grâce à la classification décimale. A chaque pièce correspond une fiche qui la résume. Tout est dans le même ordre que les originaux.

2. LE « name card index »

On y trouve les noms des auteurs et des destinataires des documents. Mais certaines personnes, qui ne sont que citées dans les documents, font également l'objet de fiches. Dans tous les cas il s'agit de renvois aux pièces originales.

Attention ! Certaines cartes barrées indiquent que la CIA est passée et a retiré les références à quelqu'un. C'est rare pour la période allant jusqu'en 1945. Les documents originaux ainsi « disparus » sont signa-

lés dans les dossiers. Dans certains cas la parution d'un livre, par exemple *Gli Americani in Italia* (Feltrinelli, 1976), entraîne une « rafle » de la part de la CIA. Edward Becker, qui avait fait les recherches pour les auteurs italiens eut ainsi la surprise de constater des « disparitions » significatives.

Mais ce que frappe c'est néanmoins l'accessibilité des fonds. En France il y a encore du chemin à faire pour atteindre cette « ouverture » aux chercheurs.

3. Le « source card index »

Il regroupe par postes et par bureaux du ministère tous les messages et autres documents qui en sont issus. A rattacher à ce fichier celui des principales institutions entretenant une correspondance avec le *State Department* : la présidence, etc. On trouvera ici de nombreux mémoires sur des questions brûlantes.

Voici pour ce qui est des documents du RG 59 classés dans les *decimal files*. Mais il y a aussi des documents appartenant aux *lot files*, classés à part, disposant d'un inventaire à part. Certains documents ne proviennent pas du RG 59. On y trouve par exemple les papiers de Harley Notter sur la planification pour l'après seconde guerre mondiale (plus de 200). En tout la *Diplomatic Branch*, le 30 juin 1984, conservait 644,37 m³ de documents écrits du RG 59 ! mais cela n'est pas l'unique RG nous concernant. Le RG 84, les archives des postes à l'étranger du *State Department*, hormis la période 1936-1949, y est également conservé. Nous y trouvons également le RG 261, quelques cartons sur les *Russian Agencies*, le RG 353, qui regroupe les fonds des agences intradépartementales du *State Department*, le RG 43, conférences internationales, etc.

Et puis on peut y consulter une série de rapports de renseignements d'origines diverses de 1941 à 1961. Il y a un index national pour ces derniers.

II. La GENERAL DIVISION

(Washington, National Record Center, Suitland, Maryland)⁸.

Cette autre partie de la *civil branch division* garde les documents des postes (RG 84, voir plus haut) de 1936 à 1949. Mais on y trouve aussi toute une partie du RG 59 :

- (*Individual*) *Vida casefiles*, 1914-1920, souvent les cas refusés ; délai de 75 ans
- Passport applications*, 1906-1920. avant ouverture⁹.
- Consular trade reports*, 1925-1950.
- Consular political reports*, 1925-1935.
- General visa correspondence*, 1914-1949 (ouvert).

Les trois derniers types de dossiers sont riches. La *General visa correspondence* est classée par thèmes, par exemple il y a un dossier « réfugiés » arrangé chronologiquement.

De plus il y a aussi le RG 262 qui réunit les dossiers du *Foreign Broadcast Intelligence Service* (FBIS), contenant en particulier des enregistrements de radios étrangères de 1940 à décembre 1946. En tout presque vingt mille enregistrements. Et puis de nombreux autres fonds dont ceux du *Bureau of Census* (RG 29) qui contient des statistiques de commerce extérieur, et de l'*Agency for International Development*, créée le 3 novembre 1961, (RG 286). Mais ici nous trouvons les fonds de l'*Economic Cooperation Administration* (ECA) dont le rôle est bien résumé par Gérard Bossuat¹⁰ qui n'a pas utilisé ces fonds.

III. LA MODERN MILITARY HEADQUARTERS BRANCH

(bâtiment principal, 13^e étage, aile Ouest).

Ici nous entrons dans le monde du renseignement et des militaires. C'est ici qu'on a déposé les archives allemandes, italiennes, hongroises, récupérées à l'issue de la Seconde Guerre mondiale¹¹ qui ont fait l'objet de plusieurs conférences et publications¹².

La diversité des fonds et des institutions nous force à faire une sorte de catalogue. mais tout d'abord voici des instruments utiles pour connaître les documents qui viennent d'être « déclassifiés ». Le premier est une série publiée par la Carrolton Press, inc. (Washington, Inverness) : *Cumulative subject index to the declassified documents reference system*. Le second est une revue, la *Foreign Intelligence Literary Scene* (FILS) dirigée par Tho-

mas F. Troy, un ancien de la CIA, auteur d'une imposante biographie de Donovan. Et il existe bien sûr des revues comme *Counter Spy* ou *Covert Action*, mais pour ce qui est des documents « historiques » les revues sur les archives sont encore essentielles¹³

La « déclassification » est toujours régie par les règles générales décrites dans le *Guide* (Voir note 1) et dans l'ouvrage de Roberto Faenza et Marco Fini : *Gli Americani in Italia*, (Milan, Feltrinelli, 1976) où Mark H. Lynch a fait le point sur le *Freedom of Information Act* (FIA). Dans tous les cas il est conseillé d'écrire de six à huit semaines d'avance à la « Branch » concernée où on suppose que des documents intéressants sont peut-être « d'accès limité ». Cela laissera le temps aux archivistes de « déclassifier » ce qui est possible avant l'arrivée du chercheur. Et ce travail exige du temps.

Les dossiers des *Modern Military Branches* débutent en 1940 pour la plupart. Ils sont ouverts en général jusqu'à 1954 (règle des trente ans). Voici, par *Record Group*, les principaux fonds¹⁴ :

- **RG 165 : Records of the War Department General and Special Staffs**

Dans ce RG très riche nous ne citons que certains dossiers portant sur notre thème. Les *OPD Files*, dans les dossiers de l'*Office of the Director of Plans and Operations*, datés 1942-1945 et dont l'utilisation est facilitée par un fichier par pays. C'est aussi le cas pour les *ABC Files* qui sont les archives des plans et opérations américano-britannico-canadiennes, 1942-1948.

Dans ce même RG il y a les *G 2 Regional Files* qui sont principalement à Suitland, (voir plus bas), mais dont une partie est ici et dont un inventaire est ouvert au public dans cette « Branch ». Enfin on trouve ici tous les documents des ministères de la Défense et des commandements centraux.

- **RG 218 : Records of the US Joint Chiefs of Staff** (1942-1961, dès le début 1985 les *Special Files* seront accessibles au public).

Dans ce fonds il y a les archives des *Combined Chiefs of Staff* qui débutent le 6 février 1942 puis des *JCS* qui sont devenus organismes indépendants uniquement à usage américain en 1947 à la suite du *National Security Act* réorganisant la Défense.

- **RG 226 : Records of the Office of Strategic Services** (13 juin 1942-1946) ; l'OSS a été dissoute de 1^{er} octobre 1945)

Il y a déjà 37 m³ de documents dont environ un cinquième vient d'arriver en juin 1984. Sur les fonds disponibles avant cette date il y avait déjà un fichier par pays contenant 9 000 fiches. Sur les documents « de juin » on dispose d'un bon inventaire.

- **RG 238 : National Archives Collection of World War II War Crimes Records**

Ce fonds est connu. Les documents regroupés sont datés de 1900 à 1950. Les quinze volumes *Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals* (1949-1953) offrent un bon moyen de comprendre ce fonds.

- **RG 263 : Records of the Central Intelligence Agency** (1946)

On y a adjoint les archives du *Central Intelligence Group* créé le 22 janvier 1946 et de la *NIA* (voir note 14). Mais pour l'instant, signalons les dossiers ouverts de la *Foreign Broadcast Information Branch*, 1947-1948. Ils font suite à ceux du *FBIS* cité plus haut (RG 262)

- **RG 319 : Records of the Army Staff**

La moitié seulement de ces fonds est ici, tout ce qui est administration centrale.

- **RG 330 : Records of the Office of the Secretary of Defense**

On peut consulter le fichier par pays pour 1947-1953. Il permet d'obtenir des informations intéressantes sur la situation militaire des pays étrangers.

- **RG 331 : Records of Allied Operational and Occupation Headquarters, World War II**

Ces fonds sont disponibles tant à Londres qu'à Washington. Mais à Washington l'accès aux documents est plus facile qu'en Angleterre ! Nous verrons plus bas les sources sur le théâtre européen,

OFFICE OF STRATEGIC SERVICES
Research and Analysis Branch

DECLASSIFIED AND RELEASED

UN 765008

Authoring: [Signature]

ARR, Date: 9/20/84

FIELD MEMORANDUM 171 (FR-291) 20 February 1945

Bari, 3 February 1945

POSSIBLE REACTION OF THE HUNGARIAN PEOPLE TO
THE ARMISTICE WITH THE USSR, AS SEEN BY THREE
PRO-ALLIED HUNGARIANS

SECRET
No. 409

DECLASSIFIED

765008

Authoring: [Signature]

ARR, Date: 9/20/84

October 18, 1945

SUBJECT: Organization and Aims of Hungarian Political Parties

Quelques exemples de documents de « classfield ».

Nous n'avons choisi que certains des fonds qui touchent l'activité extranationale des armées américaines. Notons pour finir les rapports dits « *Strategic Bombing Surveys* » (RG 243) qui sont en majorité disponibles, surtout sur l'Allemagne et le Japon, et font l'objet d'un index de 300 pages.

Toujours à la *Modern Military Branch*, on trouve une histoire du *CIC*, le service secret militaire, en petits fascicules, et une histoire des *JCS* : *The History of the Joint Chiefs of Staff. The Joint Chiefs of Staff and national policy*, vol. I, 1945-1947, par James F. Schnabel, Historical Division, Joint Secretariat, JCS, février 1979, et vol. II, 1947-1949 par Kenneth W. Conditt, etc. Cette histoire officielle essaie de démontrer que les *JCS* étaient partisans d'une politique de « *containment* » dès 1944. En fait des recherches récentes (voir ; *Diplomatic History* et *SHAFR Newsletter*) montrent que les *JCS*, jusqu'à l'été 1945, étaient favorables à une entente avec l'URSS et craignaient avant tout les visées impérialistes britanniques.

IV. La MODERN MILITARY FIELD BRANCH (Suitland)

Cette section garde les archives militaires concernant tout ce qui n'est pas administration centrale à partir de 1940. Elle est particulièrement importante car elle gère des documents de renseignement d'une précision unique sur tous les pays, au moins pour la période concernée. Nous procédons comme ci-dessus, par RG.

- **RG 319** (voir plus haut).

ici nous avons :

- les *G 2 : Army Intelligence Message Files, 1945-1950*, en deux parties, *Top Secret, Secret and Lower* ;

- les *g 2 : Intelligence Documents Files (ID Files)* juin 1944-1950, ouverts. Ils continuent jusqu'en 1961 ;

- *Assistant Chief of Staff, Intelligence Project Decimal Files (ACSI Project Decimal Files)*, classés par pays puis selon la *War Department decimal classification, 1945, 1946-1952*, ouverts.

- A la fin des *ID Files* des documents russes en russe.

- *Publications Files* (1946-1951)

- Les quatre types de documents ainsi signalés ne sont accessibles qu'en utilisant le *Basic Intelligence Directive (BID Booklet)*, édition de juin 1946, révisée à partir de celle de novembre 1944, publiée par la *Military Intelligence Division*, War Department, Washington, DC, déclassifiée

le 28 août 1975. On y trouve le code numérique de classification des documents. A partir d'un thème on trouve un numéro que l'archiviste vérifie. Il décide alors, au cas où il y a un ou des documents de les montrer ou non au chercheur. Attention, son fichier est séparé en périodes : 1941-1945 ; 1946-1948 ; 1949-1950 ; 1951-1952 ; Après 1952 les dossiers sont de plus en plus administratifs. Le *G 1* est l'autorité chargée des personnels et de l'administration, le *G 2* dirige le renseignement.

- *RG 165* (voir plus haut).
- *Publications Files* (1941-1945). Ce sont les archives qui précèdent la série vue plus haut sous le même titre. Elles sont également utilisables par l'intermédiaire du *BID Booklet*

- *G 2 Regional Files* (1933-juin 1944).

Cette série de documents est suivie par les *ID Files* déjà cités. Les documents ont une cote à quatre chiffres d'après un code spécial.

- *G 1 Personal Files* (environ 1921-1942).

Ces dossiers sont en général ouverts mais il peut y avoir des problèmes à cause de personnes éventuellement nommées. Là aussi il y a un système de code thématique à quatre chiffres.

- *RG 330* (voir plus haut)

En général pour l'Après-Guerre les dossiers sont « classifiés ». Mais les archives du *Munition Board - Office of Petroleum Program* (OPP) sont ouvertes. On y trouve des rapports sur tous les pays qui disposent de ressources pétrolières. Et il ne s'agit pas de données exclusivement techniques.

- *RG 334 : Records of Interservice Agencies*

A Suitland on a gardé seulement certains de ces fonds, en particulier les *National War College Library Files* (1940-1947), qui disposent d'un index par sujets.

- *RG 331* (voir plus haut)

Ici il y a tout sur les Commissions de Contrôle Alliées. Pour retrouver les documents il faut utiliser Kenneth W. Munden, *Analytical guide to the combined British-American records of the Mediterranean theater of operations in World War II*, Rome, Headquarters Military Liquidating Agency, Allied Forces Record Administration, 26 mars 1948, XXVI-289 p.

Sur le Japon il faut consulter les fonds du *Supreme Command of Allied Forces* (SCAF).

RG 332 : Records of US Theater of War, World War II
Ces dossiers ont été déclassifiés pour la plupart.

- *European Theater of War (ETO), ou ETO, US Army, 1945-1947*. Parmi les pièces de ces dossiers il y a des documents sur d'autres pays que ceux du théâtre d'opération même.

- *Mediterranean Theater of Operation (MTO)*

- *China Theater of Operation*

- *India-Burma Theater of Operation*

- *RG 338 : Records of US Army Commands* (1942).

Par unités, selon la classification décimale du War département

- *Far East Command*

- *European Command*

- *European Command 1946-1947 ; 1951-1952*. Suivi par US Army Europe.

- *Persian Gulf Command*

- *RG 260 : Records of the US Occupation Headquarters, World War II*

- *US components of ACC Austria* (1945-1955) (Allied Control Commission)

- *Allied Military Government, Germany. US* (1945-1949).

Des microfiches sur l'*AMGUS date files* existent et touchent la période qui suit la création de la RFA en 1949.

Ces fonds sont de première importance tout particulièrement pour l'histoire européenne dans l'immédiat Après-Guerre. Nous avons omis ici les fonds de la *Foreign Nationalities Branch* (FBI) qui portent sur les étrangers aux Etats-Unis, de même que les fonds du (FBI) sur les pays étrangers très riches sur les communistes, au Mexique par exemple.

V. NAVY AND OLD ARMY BRANCH

(Bâtiment principal, 8^e étage, aile Ouest).

Cette « *Branch* » est fondamentale pour la période qui s'achève en 1940-1941. On y trouve, dans le domaine qui nous intéresse, quatre *RG* essentiels.

RG 165 (voir plus haut)

- *G 2 Security classified correspondence and reports* (1917-1941).

Ces documents sont disponibles en microfilms (M 1194, 262 bobines !) mais il y a des index (sujets, pays et chronologique). Et puis il y a une série de 5 bobines (M. 1271) qui est une liste des dépêches avec index par pays, organisations, vaisseaux.

- *RG 38 : Records of the Office of the Chief of Naval Operations*

— Dossiers de l'*Office of Naval Intelligence* (ONI). Pour la période 1896-1922 il y a un index en deux volumes. Mais pour 1923-1939 il faut se servir du même index et extrapoler. A partir de 1946-1947 les dossiers sont à Suitland.

RG 45 : Naval Records Collection of the Office of Naval Records and Library

Particulièrement utile pour la période autour de la Première Guerre mondiale. Sur la marine, voir Richard A. Doenhoff, *United States Naval History, Guide to the subject files, 1912-1927*, Wash. DC, Navy Department, Division of Naval History, 24 septembre 1965, où on trouve aussi des références à l'intervention en Sibérie¹⁶.

RG 80 : Records of the Secretary of the Navy

Dans ces dossiers une partie des documents seulement nous concerne. Il y a deux index : 1887-1925 (sur microfilm) puis 1926-1946. De 1941 à 1970 c'est le *Navy Filing Manual*, 4^e édition, 1941, qui est utilisé.

List of Record Groups of the National Archives and Records Service

July 1987



National Archives and Records Service
U.S. General Services Administration
Washington, D.C.

Ainsi pour toute la période 1900-1941 nous disposons d'informations riches sur tout les pays et sur presque tous les domaines.

Ce rapide aperçu des ressources des *National Archives* de Washington ne rend compte que d'une partie des fonds disponibles sur la politique extérieure des Etats-Unis et sur

les pays étrangers. Nous avons insisté sur les aspects les plus difficiles d'accès. Les archives militaires citées le sont uniquement dans le cadre d'une recherche de nature politique, économique et sociale, voire religieuse.

Le grand avantage de cette institution unique, qu'est le National Archives and Records Service, c'est de regrouper des fonds d'origines diverses et de les ouvrir vite, du moins d'un point de vue européen. Nous espérons que cette présentation donnera envie de profiter de ces archives. La BDIC dispose de documents fort utiles pour préparer le voyage.

Remerciements : cet article n'aurait pu voir le jour sans l'aide et la bonne humeur des archivistes du NARS, Sally Marks, Catherine Nicastro de la Diplomatic Branch, John Taylor et Edward Reese de la Modern Military Headquarters Branch, William Lewis de la Field Branch, et John Butler et Dick Wood de la general Branch. Richard A. Doenhoff a bien voulu nous ouvrir le secrets de la Navy. Toutes ces aides ont été indispensables et seul un nom archiviste a pu contribuer à nos recherches. Il s'agit d'Edward Becker déjà cité plus haut.

N.B : nous avons gardé pour un prochain article une mise au point sur les possibilités de reproduction et les publications des WARS.

Paul GRADVOHL

1. Le *National Archives and Records Service (NARS)* est un service d'archivage national. Il couvre toute l'administration fédérale. Pour ce qui est des sources régionales, leur regroupement ou leur dissémination dépendent de politiques qui évoluent. On a, par exemple, renvoyé des archives de tribunaux locaux dans des centres régionaux d'archives (Regional Archives Branches, il y en a dix dont une dédoublée en Californie), qui ne correspondent pas exactement au lieu d'où elles venaient.

Pour une première approche des fonds d'archives aux Etats-Unis on peut consulter la publication de l'*U.S. National Historical Publications and Records Commission, Directory of Archives and Manuscript Repositories*, Wash., D.C., National Archives, 1978.

Une vue d'ensemble des fonds du NARS et une description par *Record Group* se trouvent dans : *Guide to the National Archives of the United States*, Wash., D.C., NARS, GSA, 1974, 884 pages. Bien que dépassé cet ouvrage offre un très bon point de départ. Ceux qui s'intéressent aux affaires intérieures des Etats-Unis depuis les origines y trouveront une mine irremplaçable de documentation administrative, politique, mais aussi juridique, sociologique, économique, etc. Une édition à usage interne, révisée, a été publiée en 1977.

Les sources disponibles à Washington, et dans les environs de la capitale fédérale, sur les différentes régions du monde, et donc les documents déposés au NARS dans les sections que nous ne traitons pas ici, sont décrites dans une série publiée par le *Woodrow Wilson International Center for Scholars* intitulée : *Scholars' Guide to Washington, D.C. for...* (suivi du nom de la région, par exemple « Russian/Soviet studies » ou « Latin American and Caribbean studies »). Ces « guides » se trouvent à la BDIC, ainsi que d'autres instruments fort utiles à la préparation d'une recherche à l'étranger.

Dernière remarque liminaire : nous ne parlons pas des archives diplomatiques avant 1910. En effet, jusqu'à 1906 il s'agit surtout de correspondances, et de 1906 à 1910 le ministère utilisa le « Numerical File System » qui diffère de ce qui s'est fait plus tard.

2. A la BDIC les *FRUS* sont en accès libre. La collection commence avec des volumes de documents de la fin du *xx^e* siècle. Par ailleurs, dans le cadre des *FRUS*, le *Department of State* a publié des volumes spéciaux : *The Conference of Berlin (The Potsdam Conference), 1945*, Wash., D.C., 1960, 2 vol. ; *The Conference at Cairo and Téhéran, 1943*, Wash., D.C., 1955 ; *The Conferences at Malta and Yalta, 1945*, Wash., D.C., 1955 ; *The Conferences at Washington and Québec, 1943*, Wash., D.C., 1970. D'autres séries de documents diplomatiques américains ont été publiées notamment par le *Council on Foreign Relations*, on les trouve à la BDIC.

3. Aux Etats-Unis il y a un système de bibliothèques présidentielles qui conservent les documents des chefs successifs de l'Exécutif. Dans celles des présidents Hoover, Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford et Carter il y a des dossiers appartenant aux Archives Nationales, en particulier sur les services secrets (RG 87) et en provenance du Département d'Etat (RG 59 et 43). Les documents publics issus par la présidence sont regroupés dans les *Public Papers of the Presidents...* (suivi du nom du président), publication disponible à la BDIC.

4. *Diplomatic History*, fall 1977, vol. 1, n° 2, pp. 389-399. Robert L. Messner présente le problème des voies alternatives à la politique soviétique des Etats-Unis, au « *containment* », en 1945-1946 dans la même livraison (pp. 297-320) et Eduard Mark approfondit l'étude de l'attitude de Bohlen à l'automne 1945 dans celle du printemps 1979 (vol. 3, n° 2, pp. 201-213).

5. Le « long telegram » et publié dans *FRUS*, 1946, VI, pp. 696-706. Il est daté du 26 février 1946.

6. Avec la revue les membres du *SHAFR* reçoivent un bulletin (*News-*

letter) trimestriel. Il a pour rôle de faire circuler l'information scientifique et pédagogique parmi ses membres qui sont pour la plupart chercheurs et enseignants en « collège » ou en université.

7. Le vrai nom de la *Diplomatic Branch* est *Legislative & Diplomatic Branch, Civil Branch Division, Office of the National Archives*. Y sont également conservés des dossiers provenant du pouvoir législatif et des services de l'exécutif autres que le *State Department*.

8. Suitland est à vingt minutes en minibus du bâtiment central. Un service gratuit fonctionne régulièrement entre les deux centres d'archives. A Suitland on stocke aussi des archives fermées au public qui sont encore propriété de leur administration d'origine ; l'ensemble des installations est appelé *Washington National Records Center (WNRC)*.

9. Avant d'aller consulter les dossiers individuels (visas et passeports) qui peuvent être ouverts à l'intéressé ou à quelqu'un qui est dûment mandaté par celui-ci, il faut écrire à la *General Division*, environ deux mois à l'avance, pour qu'ils puissent répondre. (Problème de l'existence et de l'accessibilité du dossier recherché).

10. Gérard Bossuat, « *Le Poids de l'aide américaine sur la politique économique et financière de la France en 1948* » in *Relations Internationales*, n° 37, printemps 1984, pp. 17-36. L'article ne fait mention, comme source d'archives américaines que d'un document publié dans les *FRUS*. Notons que le *State Department* a regroupé sous une nouvelle cote (840), dès ses débuts, les dossiers relatifs au plan Marshall contenus dans le RG 59.

11. On dispose d'un inventaire en quatre volumes de certains de ces documents allemands, en accès libre à la BDIC, *A Catalogue of Files and Microfilms of the German Foreign Ministry Archives, 1920-1945*, Stanford, Hoover, Institution publications, 1962-1972. L'ensemble du RG 242 n'est pas encore microfilmée, mais de nombreux microfilms reproduisent des documents non catalogués dans l'ouvrage cité ici.

12. Voir *Captured German and Related Records*, Wash., D.C., *National Archives*, 1975, 279 p., sous la direction de Robert Wolfe, qui vient de publier un nouveau volume paru cet automne. Ce livre est le résultat d'une conférence.

13. Voir donc : *FILS*, depuis 1982 ; Thomas F. Troy, *Donovan and the CIA, A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency*, Frederick (MD), University Publication of America, 1981 ; il faut également consulter les ouvrages sur Donovan de Anthony K. Brown et de Richard Dunlop, car celui de Troy est d'abord paru à la *CIA* comme publication du *National Intelligence Study Center* ; on doit aussi consulter le *Scholars' Guide to Intelligence literature : Bibliography of the Russell J. Brown Collection*, Frederick (MD) UPA, qui présente par le menu ces fonds de l'Université de Georgetown.

Et puis pour les références plus générales sur les « *déclassifications* » : *Prologue*, revue des *National Archives*, et l'*American Archivist*, qu'on peut compléter dans certains cas par *Covert-Action* ou *Conter Spy* et autres revues spécialisées, car les noms de code des opérations peuvent être utiles.

14. Pour aborder les fonds militaires dans leur totalité on peut se tourner vers John E. Jessup, Jr, et Robert W. Coakley, *A Guide to the Study of Military History*, Wash., D.C., (Center of Military History, U.S. Army) GPO, 1979, 507 p., index thématique, des noms de personnes, bibliographies.

De plus il y a la série des volumes de l'*U.S. Army in World War II*, les *Federal Records of World War II*, vol. I : *Civilian Agencies*, 1950, 1073 p., index, et vol II. *Military Agencies*, 1951, 1061 p., index pour les deux volumes, publiés à Washington par les Archives Nationales ; *The Army Almanac. A Book of Facts concerning the Army of the United States*, Wash., D.C., GPO, 1950, 1009 p., est très utile pour la période antérieure également. Sur la guerre de Corée il y a les trois volumes *U.S. Army in the Korean War, Office of the Chief of Military History, U.S. Army*, et une série sur le Viêt-nam a débuté sous un titre similaire.

Sur le renseignement, outre les références citées plus haut, il faut aussi tenir compte de : William R. Corson, *The Armies of Ignorance, The Rise of the American Intelligence Empire*, New York, the Dial Press, 1977, et Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors, OSS and the Origins of the CIA*, New York Basic Books inc., 1982, en particulier sur les agences qui ont assuré la transition, la *National Intelligence Authority (NIA)* et le *Central Intelligence Group (CIG)*.

L'évolution du ministère de la Défense, de ses structures, est retracée dans *The Department of Defense. Documents on Establishment and Organization, 1944-1948*, Wash., D.C., *Office of the Secretary of Defense, Historical Office*, (1979) achevé d'imprimer en 1978, c'est une erreur, 332 p.

Pour finir rappelons le volume *A Guide to the Sources of United States Military History*, 1975 et son supplément de 1981 qui s'inscrivent dans une collection à vocation internationale. Ce retour au général pour rappeler que les sources d'histoire militaire aux Etats-Unis sont extrêmement dispersées. Quant aux fonds militaires des *National Archives* il suffit de consulter le *Guide...* (Voir note 1) pour constater que le choix fait ici ne couvre qu'une infime partie des richesses disponibles, ne serait-ce que par l'« oubli » de nombreux RG.

15. Voir les travaux de Barry Carr, chercheur australien.

16. Pour les fonds concernant la Russie et l'URSS, voir : *U.S. National Archives Relating to the Russian Empire and the Soviet Union*, Wash., D.C., *National Archives References Information Paper* n° 1, août 1952, qui fait le point sur le sujet et a un index. Mais pour les documents « *déclassifiés* » depuis, et ils sont légion, nous ne disposons pas d'outil adéquat.



HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ PARRAISANT LE VENDREDI

Rédaction-Administration-Publicité — Henri Curiel, 16, rue El Goutia

DIRIGÉ PAR DES JEUNES

Propriétaire: EDUARD CHIDIAS
Tel. 42166, B.P. 1264 — LE CAIRE

LA SEMAINE POLITIQUE ... EN EGYPTÉ

PEUT-ON PARLER D'UN FRONT NATIONAL.
L'invitation adressée par M. Edouard au membres du Front National a suscité un vaste mouvement d'adhésion et beaucoup de commentaires.
Certains bien renseignés ont même jusqu'à dire que cette invitation est le prétexte d'un accord entre les leaders de la nation à la veille de s'unir pour reconnaître le Front National. Ces bruits n'ont pas été sans susciter des acquiescements, des milleux, etc.
On a pu apprendre, ainsi de sources ordinairement bien informées qu'il y a eu plus qu'une acquisition, plusieurs conversations entre les chefs de partis, visant à passer de l'abstraction à la réalisation. On peut résumer la question dans les termes suivants:
1) L'attention est portée en ce moment sur ce qui peut éventuellement survenir en Orient. Il est donc du devoir de l'Egypte de ne constituer qu'un bloc bien cimenté pour défendre son "intériorité" et répondre à ses obligations.
2) Seul l'adhésion aux principes de l'homme qui a travaillé

Notre Combat

« Notre destin nous a fait naître au cœur d'un grand combat, il ne nous a pas permis de nous isoler du combat. »
ROMAIN ROLLAND.
Nous luttons pour le monde sans frontières et sans classes, monde où règnerait que la justice et l'amour, la liberté et la fraternité humaine.

POLITIQUE INTERNATIONALE

LES ALLIÉS ET LES NEUTRES
Il déclare, et ce n'est qu'après le refus de la proposition britannique, que précède une conférence commune Anglo-Soviétique pour combattre l'Afrique et l'Europe que la lutte mondiale aura en effet lieu.
M. Roosevelt M. Chamberlain a fait remarquer que l'effort de l'Amérique ne doit pas être limité à l'Europe.
Le Gouvernement britannique a une façon générale de se faire un devoir de l'Amérique, mais les Britanniques Norvégiens.
C'est là le point important. Le Gouvernement Anglais ne se livre pas plus longtemps que des autres. L'Amérique soutient l'effort.

EDUCATION ET PAUVRETE

Don Quichotte

La BDIC vient d'acquérir l'hebdomadaire égyptien « Don Quichotte »¹ qui de décembre 1939 à mars 1940 réunit la jeunesse intellectuelle cairote autour des jeunes Henri Curiel (rédacteur en chef) et Georges Henein (responsable des pages littéraires et artistiques de ce journal).

Dans quelle conditions apparaît cet hebdomadaire ?
Depuis quelques années déjà le fascisme est à la porte de l'Egypte. Mussolini et en Libye et s'empare de l'Ethiopie. La bourgeoisie du Caire n'est pas indifférente aux bruits de guerre en France et la jeunesse intellectuelle se mobilise dans une capitale bouillonnante et sensible aux influences étrangères.

Déjà fin décembre 1938, elle fonde « Art et Liberté », à l'instar de la Fédération Internationale de l'Art Révolutionnaire Indépendant (FIARI) de Breton et Trotski. Le tract que l'on cite largement ci-dessous est sans doute à l'origine de l'hebdomadaire « Don Quichotte ». En effet sa liberté de ton et d'esprit n'est pas étrangère à un regroupement des jeunes bourgeois francophones inquiets de la montée du fascisme.

« On sait avec quelle hostilité la société actuelle regarde toute création littéraire ou artistique menaçant plus ou moins directement les disciplines intellectuelles et les valeurs morales du maintien desquelles dépendent pour une large part sa propre durée, — sa survie. »

Cette hostilité se manifeste aujourd'hui dans les pays totalitaires, dans l'Allemagne hitlérienne en particulier, par la plus abjecte agression contre un art que des brutes galonnées promues au rang d'arbitres omniscients qualifient de dégénéré...

Intellectuels, écrivains, artistes ! Relevons ensemble le défi. Cet art dégénéré, nous en sommes absolument solidaires. En lui résident toutes les chances de l'avenir. Travaillons à sa victoire sur le nouveau Moyen-Age qui se lève en plein cœur de l'Occident. »

22 décembre 1938

Vive l'art dégénéré, tract publié recto en français verso en arabe, signé par 40 personnes et diffusé largement au Caire.

« Au prix de considérables vociférations »², Georges Henein et ses amis réussissent à publier le premier numéro de « Don Quichotte ». Gilles Perrault dans son ouvrage sur Henri Curiel, *Un homme à part*, indique que le titre (malencontreux selon Henein) a été choisi en hommage à Gabriel Alomar, ancien ambassadeur de l'Espagne républicaine au Caire, qui refusa de faire allégeance au régime franquiste.

La lecture attentive de cet hebdomadaire montre que les tendances en sont confuses et se contredisent parfois d'une page à l'autre. Les jeunes à l'origine de cette entreprise sont certes pleins de générosité et de fougue mais n'ont pas toujours une vision politique unanime et de grande portée. Henri Curiel quant à lui écrit très peu dans ce journal. Son engagement politique est alors en gestation, comme celui de la plupart de ses amis. Le romancier français Henri Calet qui correspond à l'époque avec Georges Henein juge la majeure partie des articles du journal comme quelque chose de « par trop local et marqué d'infantilisme ».

A cinquante ans de distance ce jugement reste en partie vrai. Toutefois, la rubrique de politique internationale de Raymond Aghion nous surprend encore par sa pertinence et les articles de Georges Henein entrent par la grande porte dans le monde de la littérature.

Il ne fait aucun doute que les jeunes groupés autour de « Don Quichotte » ont préparé les esprits à l'apport que leur réservait la guerre, qui fit à l'époque de l'Egypte un des carrefours du monde. Il reste que ce groupe est un des rares qui aient posé en Egypte les problèmes sociaux et artistiques à un niveau international. Cet hebdomadaire est déterminant pour l'appréciation de cette période. « Don Quichotte » n'est malheureusement qu'une parenthèse dans l'histoire des pays arabes. Plus jamais on n'a retrouvé ce souffle de liberté d'écrire et de penser.

Akej



HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ PARRAISANT LE JEUDI

Rédaction-Administration-Publicité — 16, rue El Goutia

Dirigé par: EDUARD CHIDIAS
Tel. 42166, B.P. 1264 — LE CAIRE

LES FORCES DE DECOMPOSITION EN ALLEMAGNE

Il est évident que le régime hitlérien est en train de se décomposer. Les forces de décomposition sont de plus en plus nombreuses. Les forces de décomposition sont de plus en plus nombreuses. Les forces de décomposition sont de plus en plus nombreuses.

Avez-vous pensé UN AVEU à la Haute Egypte?

Le gouvernement égyptien a déclaré qu'il n'a pas l'intention de reconnaître le régime hitlérien. Le gouvernement égyptien a déclaré qu'il n'a pas l'intention de reconnaître le régime hitlérien.

La phototèque et sa salle de consultation

Octobre 1984 : nous sommes dans les locaux de la BDIC. Avant de partir, lecteur, permets-moi de t'accueillir une dernière fois, au 1^{er} étage, dans la salle de consultation de la Photothèque installée ici depuis 1973.

Là, dans cette salle, sont rangées environ 670 000 vues réparties comme suit.

Les premières photographies qui ont été recensées et qui proviennent du fonds Leblanc sont au nombre de 15 000 environ avec un accroissement de 5 000 vues à peu près pour l'entre-deux-guerres ; mais l'ensemble des photos qui ont été enregistrées depuis 1945 (les fonds anciens étant alors en caisses et inaccessibles) est de l'ordre de 650 000 vues, toutes origines confondues, dont 9 albums d'enregistrement représentent 55 600 vues de photos achetées et surtout données.

Dans ce chiffre, nous relevons 4 000 photographies provenant de la Direction des Archives de France entrées en 1948 ; 2 500 photographies provenant de l'USIS (armée américaine en France en 1944 devenu Centre culturel américain installé rue d'Aguesseau à Paris, puis, rue Saint-Florentin) ; 500 photos provenant de la France Libre en 1944 et du RPF en 1951.

A ces 55 600 vues, s'ajoutent 350 000 photos réparties en 543 albums et d'origine ECPA *. Nous avons d'autre part, 300 000 vues classées dans des fichiers en bois selon un ordre de classement à la fois topographique et méthodique.

Pour la seule année 1984, nous avons vu entrer ici sous forme de dons particuliers, environ 450 vues sur les deux guerres mondiales, la Guerre d'Espagne, le Portugal et la Guinée Bissau, la Pologne, des portraits et des photos sur des faits de société divers tels que la manifestation des motards à propos de la vignette.

Ces collections sont issues de nombreux dons : dons de particuliers, photos de presse, dons des différentes armées françaises et alliées, d'organismes officiels comme le Commissariat à la propagande, le Ministère de l'Information, le Palais du Rhin à Strasbourg, certains mouvements de résistance comme le MLN par exemple — d'autres photos nous sont parvenues par acquisitions à des particuliers, à des marchands ambulants, des libraires ou à des kiosques à journaux pendant les jours de la Libération — On ne peut passer sous silence 60 000 cartes postales environ que notre établissement a récolté depuis sa création jusqu'à

nos jours : elles reflètent le visage de la Guerre 1914-1918 dans la zone des armées et beaucoup d'entre elles sont humoristiques ; à cela, il faut ajouter à peu près 600 cartes postales pour la Guerre 1939-1945 : vues de 1939-1940, bateaux ayant servi à cette époque comme le Dunkerque, le corps expéditionnaire britannique pendant la drôle de guerre, puis le FFL, l'occupation, la déportation et la Libération — Comme pour les photographies, il s'agit de dons particuliers surtout ou de l'Information ; enfin, nous possédons aussi 500 cartes postales environ, de propagande concernant différents pays après 1914 et après 1945 : elles sont surtout humoristiques.

Classement des photographies

Pour la Guerre de 14-18, il existe un catalogue topographique où les noms des localités, lieux-dits, fermes, côtes apparaissent sur les fiches comme vedettes ; on trouve dans le corps de la fiche, la date et la description de l'événement avec, s'il y a lieu, les noms des personnalités, ou officiers ou soldats qui figurent sur la photographie, en vedette aussi, à droite de la fiche, le département dont dépend la localité. On peut consulter aussi un catalogue par matières : unités combattantes, services, vie en campagne avec des subdivisions, organisations défensives, missions, prisonniers, internés civils et industrie, commerce, beaux-arts. Il y a toujours en vedette, sur la fiche, en haut et à gauche, le nom de la localité témoin de ce moment et à droite, toujours le département dont dépend ladite localité. Pour trouver la photographie concernée, la fiche renvoie à des carnets de référence : pour chaque département, il y a un carnet qui renferme le répertoire alphabétique des localités du département avec en regard, le numéro de l'album où se trouve cette localité — le luxe serait de supprimer ces carnets après avoir indiqué sur les fiches, les numéros des albums correspondant aux localités...

Ce fichier-là correspond aux photographies 1914-1918, format 13 × 1, en noir et blanc, collées dans les 543 albums cités plus haut.

La plupart de ces photographies, nous les retrouvons dans un fichier-casier en bois ; elles sont en double ; évidemment, pour les classer, nous avons respecté le catalogue. L'avantage de ce fichier-casier c'est d'obtenir



Jacquot, le chien du régiment d'infanterie coloniale du Maroc.



Verdun, l'épouillage.

directement la vue que l'on cherche en tirant le casier sur lequel est indiqué le thème général des photos qu'il contient.

Ce casier-fichier comporte également des vues de l'expédition d'Orient (Balkans, Salonique et Dardanelles) qu'on ne trouve pas dans les albums ; signalons aussi des vues sur l'Afrique, notamment le Cameroun.

Pour le camp de Salonique comme pour le camp retranché de Paris, il y a des subdivisions matières pour ces deux villes.

Ce travail en cours est très avancé, mais pas tout à fait terminé : c'est regrettable, courage au remplaçant !

Pour les photographies sur la Guerre 14-18 qui ne viennent pas de l'ECPA, elles sont rangées dans des casiers selon un classement à la fois chronologique et matière ; ce classement a été élargi en raison des entrées ultérieures. Pour la Guerre de 1939-1945, un cadre de classement a été établi en 1946 par les conservateurs de l'époque : nous l'utilisons depuis, mais nous avons dû l'élargir aussi pour pouvoir y intercaler les vues entrées par la suite. Ce classement apparaît dans 8 fichiers-casiers qui contiennent les vues du second conflit : les grandes étapes du déroulement des événements (avec la chronologie) se lisent sur des cavaliers couleur adhérent aux cadres de séparation cartonnés marron ; à l'intérieur de ces cadres de séparation, des chemises qui marquent les subdivisions par pays ou par matières — il n'y a pas de fiches pour ces photos ; la photo elle-même sert de fiche, avec si nécessaire, des fiches de renvoi de rubrique à rubrique ou de portrait à rubrique par exemple si la photographie trouve sa place en plusieurs endroits. A la suite de ces fichiers sur la Guerre 39-45, un tiroir s'ouvre sur l'esprit public, la politique, l'économie, la vie sociale et culturelle de la France, deux tiroirs contiennent des vues de certains pays comme l'Allemagne, l'Angleterre... Le classement est spécifique à chaque pays, pour chacun d'eux, les rubriques principales sont toujours : vie politique — vie économique — vie sociale — vie culturelle — politique étrangère... chaque rubrique a, bien sûr, ses subdivisions propres. Malheureusement, nous n'avons pour la plupart de ces nations, que peu de photographies et le classement prévu n'a donc pas pu prendre corps. Dans ce même casier-fichier, nous devons signaler 5 tiroirs de portraits de personnalités politiques ou militaires classées par ordre alphabétique de noms — Pour terminer notre visite des photographies, nous possédons un tiroir sur les questions internationales classées toujours par grands thèmes, comme l'ONU (sessions, Conseil de



Le barbier - Bois de la Chalade - 1916



La toilette - Marne 1916.

sécurité, administration), la Communauté européenne charbon-acier (CECA), des conférences internationales, les relations bilatérales, et enfin la rubrique des guerres : des Boers à l'Algérie, en passant par la Guerre de Corée...

Il existe des photographies de grands formats, pour les deux guerres et pour les pays, elles sont protégées dans des cartons à dessins spécialement fabriqués à cet effet et avec un ordre de classement identique à celui qui donne leur place aux photographies conservées dans les casiers-fichiers.

Ecoute, lecteur et regarde : dès qu'on touche les photographies, on les voit s'animer, on rencontre le Poilu dans la tranchée avec ses godillots pleins de boue, cet autre qui s'épouille, cette fatigue, cette lassitude, mais aussi cet humour, cet esprit français qui se fait jour pendant les deux guerres, c'est l'auberge des gosiers en pente ou bien l'inscription de cet abri en 1940 où on lit : « Ici, le pays du sourire, là-bas, le pays de l'ersatz »... c'est aussi l'occupation et les tickets de rationnement, les occupants dans les cinémas ! c'est la répression nazie et la déportation, c'est la résistance et ses maquis et enfin les joies d'une Libération, image unique des deux guerre, la foule débordante dans la rue, elle a retrouvé la liberté et la guerre est finie ; en revoyant ces vues, c'est un petit morceau de notre vie que nous retrouvons, soit à l'Etoile, à la Concorde ou sur les grands boulevards, civils et combattants mélangés, les fumées de l'insurrection s'évanouissent... souviens-toi !

Nos lecteurs

Ils viennent de tous les horizons, ils sont, depuis 1918, des anciens combattants qui viennent raconter leurs souvenirs et dialoguer avec leurs photos du front — ils sont journalistes, gens de cinéma et de télévision qui veulent faire revivre sur les écrans et sur leurs papiers les réalités qu'ont vécu leurs pères — ce sont des professeurs qui désirent illustrer leurs travaux et leurs cours et des étudiants, pour les mêmes raisons, et pour mieux connaître aussi la couleur de leur temps — enfin, tous ces curieux, intéressés par une histoire humaine où avec leurs semblables ils sont insérés dans la banale vie quotidienne.

Les consultations

Les consultations proprement dites ont un caractère très individualisé, c'est l'écoute, le service, le silence ; puis viennent les questions administratives obligatoirement. Il s'agit alors, la consultation terminée, de parler de la taxe de photographie, des dispositions exigées par les copyrights dans les cas où les documents ne sont pas libres de droits, où les mentions d'origine sont inconnues ou mal connues et où il est indispensable de demander une décharge écrite du responsable de l'édition — c'est enfin la reproduction ; si le lecteur emporte son positif, nous avons, nous, le négatif qui nous permettra le remplacement de notre photo-

graphie lorsque celle-ci, patinée par le temps, ayant beaucoup servi, mourra comme tout être vivant — Bien sûr, nos bandes de négatifs sont conservées à l'abri de la lumière dans leurs boîtes spécifiques et numérotées : nous avons, à ce jour, à peu près 10 000 négatifs noir et blanc — et le lecteur nous doit un exemplaire justificatif de la publication.

Nanterre depuis 1973

Un certain nombre de photographies données pour leur conservation au Musée des deux guerres mondiales ou bien acquises par lui, sont rassemblées depuis cette date à la Photothèque qui abrite jusqu'à ce jour, toutes les photographies. Quelques-unes aussi, ont été généreusement posées sur une table de consultation par un lecteur tel que le colonel Raphel ou encore ce membre de l'association des amis de la BDIC qui nous laissa les vues des cellules de la Gestapo de Paris à partir de 1942...

Mais le campus de Nanterre étant un lieu privilégié pour la collecte du document, il a été aisé, en se faisant connaître des étudiants militants de différents mouvements et dont les locaux sont ravitaillés souvent en affiches et autocollants politiques, d'obtenir le matériel qui entre dans nos collections. En nous aventurant vers des stands de vente et de propagande, il nous fut donné des insignes, des objets, des tissus qui nous rappellent parfois avec humour les élections de ces dernières années mais c'est aussi la propagande syndicale, ou peut-être les portraits de Marx, Lénine, Staline et Mao en tissu de soie de belle qualité. Et cela continue — comme ces étudiants sont généreux, ils nous reconnaissent et ont organisé des relais pour nous servir d'une manière régulière : il y a des gens qui quittent la BDIC, mais les documents continuent à entrer grâce aux jeunes militants.

Remerciements

1942-1984. Cette année 1984 voit mon départ, aussi, je ne puis laisser se refermer sur moi la porte de « ma mai-



Fermières françaises et soldats anglais - France 1939.



Corée, 1951 - Les éternelles victimes.

son » sans exprimer à mes collègues toute mon émotion, et toute mon amitié, vous tous qui avez été pour moi au-delà de l'année 1942, année de mon entrée officielle dans les effectifs de la BDIC, dire encore toute ma gratitude et tout mon respect. Ayant traversé tant d'années au sein de notre maison, à tous, à ceux et à celles auprès de qui j'ai vécu où j'ai travaillé, je me souviens combien j'ai été accueillie, aidée, aimée, comprise et auprès de vous, j'ai pu apprendre le métier ; je ne puis nommer personne car je crains d'oublier des noms.

Paulette Migliorini
(novembre 1984)

Nota : Pour plus ample information, on peut se référer au rapport de travail, PM, 1942-1984 déposé au secrétariat des Amis de la BDIC. Il y sera déposé dans la deuxième quinzaine de janvier 1985.

* ECPA : Etablissement cinématographique et photographique des armées.

XV^e conférence annuelle de l'International Association of Labour History Institution

La conférence annuelle de l'IALHI s'est tenue à Madrid du 25 au 28 septembre 1984 à l'initiative de la Fundación Pablo Iglesias et de la Fundación Largo Caballero. La Fundación Pablo Iglesias créée en 1977, est, en fait, le fruit d'une initiative très ancienne, lancée en 1926 par des membres de la Unión General de los Trabajadores (UGT), c'est-à-dire un an après la mort de Pablo Iglesias, fondateur du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) et de la UGT. La Fundación s'efforce de réunir les publications et les archives, dispersées depuis 1939 pour la plupart, relatives à l'histoire du mouvement ouvrier espagnol, et plus particulièrement du courant socialiste et du PSOE. La Fundación Largo Caballero, créée en 1978, est davantage spécialisée dans l'étude des questions syndicales, et elle a pu rassembler, notamment, les archives conservées à Toulouse par l'UGT pendant sa période d'émigration en France.

La conférence a vu la participation de vingt-six organismes représentés par trente-huit délégués. Il semble intéressant de donner, en annexe, la liste des institutions participantes, pour montrer la diversité de celles-ci et surtout l'intérêt que présentent ces rencontres, lieu où se définit et se concrétise une coopération internationale dans un domaine spécialisé de documentation et de recherche.

Quelques aspects des fonds documentaires espagnols en histoire sociale

Organisée par ces deux Fondations, la XV^e conférence de l'IALHI allait voir nombre de ses rapports et de ses débats orientés sur les archives du mouvement ouvrier espagnol, avec le problème, essentiel, de la récupération de celles-ci d'abord, puis celui de leur conservation et enfin de leur accessibilité pour les chercheurs. C'est pourquoi il était logique que la contribution de la BDIC à cette conférence soit une présentation de ses propres ressources documentaires, les plus importantes dans une bibliothèque française, sur le mouvement ouvrier espagnol.

Les conférences de l'IALHI sont, en effet, l'occasion d'approfondir l'historiographie du mouvement ouvrier du pays qui organise la rencontre et d'esquisser un inventaire des différents fonds documentaires spécialisés dans ce domaine. Il apparaît à l'évidence que l'intérêt des travaux de ces conférences est d'opérer, à partir d'exemples concrets, la mise en rapport nécessaire de la recherche et de la documentation, liaison qui est souvent sous-estimée, en France, tant par les chercheurs que par les professionnels de la documentation, les uns et les autres ayant encore trop souvent tendance à travailler séparément.

Aurélio Martín Najera, responsable des archives et de la bibliothèque de la Fundación Pablo Iglesias, présenta une communication sur la situation présente des archives du mouvement ouvrier espagnol. Il expliqua comment c'est seulement à partir de 1977 et du rétablissement de la démocratie qu'on a pu parler de la nécessité de récupérer les archives historiques des partis et des syndicats ouvriers comme de celle de créer des centres spécifiques pour les abriter. Un facteur historique déterminant a, en effet, marqué le sort de ces documents : les années de la guerre civile de 1936-1939 et la répression qui a suivi la guerre ont occasionné la destruction ou la confiscation dans le meilleur des cas de toute la documentation des organisations ouvrières. Par ailleurs, une dispersion géographique de ces archives s'est produite du fait de l'exil de nombre de républicains espagnols, les directions de la

plupart des organisations ouvrières s'étant installées dans l'émigration, notamment au Mexique et en France. Aurélio Martín conclut sur la nécessité d'intégrer les archives rassemblées par divers organismes dans un système général d'archives au niveau national.

Une représentante de la sous-direction générale des Archives, dépendant du ministère de la Culture, Vicenta Cortes, évoqua les problèmes archivistiques de la documentation relative au mouvement ouvrier. Mettant l'accent sur la nécessité d'une politique archivistique d'ensemble pour le pays et sur les problèmes financiers et matériels de la conservation d'une quantité croissante d'archives, elle tint à rappeler l'importance des témoignages oraux — enregistrés — pour l'histoire.

Enrique Fraguas de Pablo, responsable des Archives historiques et du service bibliographique de la Fundación Largo Caballero, souligna dans un intéressant exposé l'intérêt des archives de police pour l'histoire du mouvement ouvrier ; ces archives constituent une source utile et, notamment, dans le cas de l'Espagne, celles du Tribunal Suprême d'Ordre public.

Ces communications sur la situation particulière de la documentation espagnole relative au mouvement ouvrier ont été complétées, illustrées, par des conférences publiques où les délégués à la conférence de l'IALHI ont pu rencontrer des historiens espagnols. Manuel Pérez Ledesma, professeur à l'Université Autonome de Madrid, a montré les problèmes spécifiques que rencontre le chercheur en histoire sociale en travaillant dans les fonds d'archives espagnols. Deux conférences publiques étaient consacrées à des thèmes historiques sous-jacents dans les travaux de ces journées : l'une, de Santos Julia, professeur à l'Université de Madrid, étudiait la classe ouvrière madrilène pendant la Seconde République ; l'autre, d'Amaro Rosal Diaz, ancien secrétaire-adjoint du Comité exécutif de la UGT en 1934, portait sur le cinquantenaire de la Révolution d'Octobre (celle des Asturies...).

Présentation de divers organismes

Pour rendre plus concrets les exposés généraux sur l'état actuel des fonds documentaires espagnols consacrés à l'histoire sociale, diverses institutions et initiatives ont été présentées à la conférence de l'IALHI.

Le directeur de la *Section Guerre Civile* de l'*Archivo Histórico Nacional de Salamanca*, Maria Teresa Diez, a présenté ces fonds qui sont les plus importants pour l'étude de la Seconde République espagnole et de la Guerre civile dans la zone républicaine. L'organisation de ces Archives commence en 1937 quand se crée, dans la zone nationaliste, une « Oficina de Investigación y Propaganda Anticomunista » ayant pour mission de « recueillir, analyser et cataloguer tout le matériel de propagande que le communisme et ses organisations satellites ont utilisé dans leurs campagnes à l'intérieur de notre patrie... » ; ce bureau est rattaché au Secrétariat général du Chef de l'Etat. En 1938 se crée également, auprès du ministère de l'Intérieur — du gouvernement nationaliste — une « Delegación del Estado para la Recuperación de Documentos » qui a pour tâche de « récupérer, classer et conserver tous les documents... qui sont susceptibles de donner à l'Etat une information relative à l'activité de ses ennemis » ; ces archives seront connues sous le nom de « Section politico-social ».

Par conséquent, ces archives se sont créées à Salamanque, en pleine Guerre civile, avec une finalité répressive

et policière, car elles devaient informer et fournir des preuves écrites aux autorités et aux tribunaux d'épuration sur toutes les personnes qui, de quelque manière que ce soit, avaient collaboré avec le régime antérieur. En 1953, les deux sections ont été unifiées en une seule Archive dépendant de la Présidence du Gouvernement, pour être un service d'information réservé à l'administration. Actuellement, ces archives sont passées dans le régime général des Archives de l'Etat, comme Section de l'Archivo Histórico Nacional et converties en archives historiques à caractère public et de libre accès.

La « Section politico-sociale », dénommée « Section Guerre civile » depuis 1979, comprend donc une documentation extrêmement variée provenant d'associations diverses, de partis politiques, d'organisations syndicales et de particuliers de la zone républicaine, correspondant surtout à la période 1931-1939. Pour répondre à sa finalité très précise, en liaison avec l'appareil policier et judiciaire de l'Etat, cette documentation a permis de confectionner un fichier de plus de deux millions de fiches onomastiques. Cette immense fichier fait référence aux documents où figure la personne en question, chaque fiche renvoyant au numéro de dossier correspondant.

A côté des milliers de liasses d'archives (environ 14 000), la « Section Guerre civile » compte plus de 15 000 ouvrages et près de 8 000 brochures qui proviennent de bibliothèques confisquées. Nombre de ces brochures sont, comme c'est souvent le cas avec ce type de documents, des exemplaires uniques : mémoires de pléniums, rapports, acte de congrès, statuts ou règlements de différents syndicats. La Section possède plus de 1 800 titres de périodiques, imprimés en majorité pendant la Guerre civile par des syndicats (notamment la Confederación Nacional del Trabajo, CNT), des partis politiques (particulièrement le Parti communiste espagnol) ou par des unités militaires

(le plus grand nombre de périodiques destinés aux soldats de l'armée républicaine correspond aux unités du front de Madrid). Enfin, on trouve aussi à Salamanque de nombreuses affiches éditées entre 1936 et 1939.

Malheureusement, cette richesse documentaire se heurte actuellement, faute de personnel qualifié en nombre suffisant, à l'inexistence d'inventaires et de catalogues exhaustifs. Mais, telle qu'elle est, la « Section Guerre civile » constitue un ensemble de premier ordre pour l'étude de l'Espagne contemporaine. Les participants à la conférence de l'IALHI doivent à la Sous-direction générale des Archives espagnoles d'avoir pu effectuer le voyage de Madrid à Salamanque pour visiter cet ensemble remarquable et ils ont pu apprécier l'hospitalité très grande de leurs collègues espagnols.

Les deux institutions organisatrices de la conférence, la Fundación Pablo Iglesias et la Fundación Largo Caballero présentèrent leur travail et leurs projets aux délégués de l'IALHI. Antonio Gonzalez Quintana, archiviste de la Fundación Pablo Iglesias, a rappelé les origines de la Fondation ; lors de sa création, une bibliothèque et un fonds de périodiques s'organisent et s'ouvrent rapidement aux chercheurs. Très vite, également, sont transportés de France en Espagne les documents de la Commission exécutive du PSOE en exil (1944-1972), premier matériel d'archive incorporé à la section « archives ». Les responsables de cette section ont dû poursuivre, et continuent de le faire, la tâche ardue de localisation d'archives personnelles et d'obtention d'importantes donations, comme les archives de Francisco Largo Caballero, de Julián Besteiro ou d'Amaro del Rosal, et, surtout, la localisation et le rapatriement des archives de la Commission exécutive du PSOE pendant la Guerre civile (archives qui se trouvaient en URSS)... On peut dire qu'aujourd'hui la Fundación Pablo Iglesias est véritablement en train de constituer des archives historiques du socialisme espagnol, et plus particulièrement du PSOE, et travaille à organiser scientifiquement les fonds qu'elle possède.

De son côté, Herminia Arrazola Moreno, archiviste de la Fundación Largo Caballero, présente l'expérience de sa Fondation dans sa tâche de récupération et d'organisation des documents émanant de syndicats, et notamment de la UGT. L'objectif premier était de rassembler les documents publiés par la UGT depuis 1939, dans l'exil comme dans la clandestinité, et de recueillir tous ceux qui sont publiés depuis 1975, ainsi que de retrouver les archives personnelles de militants syndicaux. La Fondation possède une abondante documentation émanant de Solidaridad Democrática Espanola, créée en 1945, par la UGT, le PSOE et les Jeunesses socialistes pour aider les réfugiés espagnols en France.

Deux autres organismes firent un bilan de leur activité scientifique et documentaire. La *Fundación de Investigaciones Marxistas* (FIM), fondée par le Parti communiste espagnol en 1976, mais distincte de celui-ci, fut présentée par Antonio Elorza, Juan Trias et Domingo Malagón. La Fondation possède une section documentaire qui s'est efforcée de récupérer les archives du Parti communiste espagnol dispersées depuis 1939. La « récupération » est loin d'être encore totale, beaucoup de documents se trouvant encore en URSS, et elle est liée, bien évidemment, à des éléments politiques qui ne coïncident pas parfaitement avec les vœux de la Fondation... Il manque, notamment, les rapports des délégués de l'Internationale Communiste, les discussions internes du Parti avant 1936, la période 1936-1939 est peu représentée. Mais le travail de « récupération » documentaire se poursuit.

Enfin, José R. Palacios Garcia, secrétaire des archives de la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT), fit part de l'intention de la CNT de créer un centre de documentation du mouvement libertaire qui porterait le nom d'Anselmo Lorenzo. Consciente de la dispersion des sour-

BI 42/43

April 1984



Bibliographic Information

The Labour movement
Marxism, Socialism
Revolutionary and Liberation movements
Third World

Bibliographische Information

Arbeiterbewegung
Marxismus-Sozialismus
Revolutionäre und Befreiungsbewegung
Dritte Welt

Information bibliographique

Mouvement ouvrier
Marxisme, socialisme
Mouvements révolutionnaires et de libération
Tiers monde

Informazione bibliografica

Movimento operaio
Marxismo, socialismo
Movimenti rivoluzionari e di liberazione
Terzo mondo

Published by
International Association of Labour
History Institutions

ces documentaires relatives à l'histoire du mouvement libertaire, la CNT a senti la nécessité d'un regroupement. Le projet est retardé pour des raisons économiques, et, d'autre part, les archives du Comité national de la CNT pour la période 1936-1939 sont déposées à l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis ; des négociations sont en cours entre l'Institut d'Amsterdam et les deux organisations qui revendiquent l'héritage historique de la CNT. La conférence de l'IALHI a permis que s'expriment les représentants des deux CNT ainsi que les responsables de l'Institut.

Activités de l'IALHI

La partie de la conférence consacrée aux travaux de l'IALHI elle-même s'est ouverte sur un rapport de son secrétaire général, Karl Lang. Après un rapide bilan de la conférence de 1983 qui s'est tenue à Florence, la discussion s'engagea sur les trois publications de l'IALHI. Des informations furent données sur la vente des microfiches de la « Current Left and Labour Press 1978-1981 » qui recense plus de 4 000 titres de périodiques conservés dans 32 organismes de 13 pays différents. L'ensemble des délégués donnèrent leur accord pour la mise à jour du « Directory », annuaire des membres de l'IALHI contenant une description rapide des fonds des 70 bibliothèques, instituts, centre de documentation et d'archives adhérant à l'Association ; l'édition datant de 1981 se trouve très incomplète car, depuis cette date, de très nombreuses adhésions se sont ajoutées aux précédentes¹.

Par ailleurs, un groupe de travail s'est constitué au sein de la conférence pour examiner la question de la publication de la *Bibliographische Information*, bibliographie trimestrielle qui recense les ouvrages consacrés au mouvement ouvrier, aux mouvements révolutionnaires et de libération ou, plus généralement, d'émancipation politique ou sociale (féminisme, mouvements alternatifs...). La *BI* paraît depuis 1972 et présente chaque année plus de 4 000 références bibliographiques. Après la conférence de 1983, l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam se charge de collecter les références et de publier la *BI*. Mais la situation financière de la *BI* est difficile car tous les membres de l'IALHI ne paient pas régulièrement leur cotisation et si le nombre d'abonnements augmente, il reste encore de nombreux historiens à toucher dans toute l'Europe. Le problème est posé de sensibiliser tous les membres de l'IALHI de s'engager à garantir l'existence régulière de la *BI*.

La conférence a décidé d'autre part de la création d'une feuille d'information destinée à faciliter la circulation de l'information entre les organismes membres de l'IALHI. Le premier numéro paraîtra fin 1984, informant des initiatives scientifiques en histoire sociale (congrès, colloques, expositions...) et des publications des membres de l'IALHI dans ce domaine. Pour commencer, une publication est prévue entre deux conférences annuelles.

Les délégués présents ont voté une résolution présentée par les instituts italiens pour alerter les pouvoirs publics italiens (au niveau national, des régions et des communes) sur la menace qui pèse sur l'activité de recherche, de publication et de documentation de ces centres.

La participation de l'IALHI au Forum de l'UNESCO qui aura vraisemblablement lieu à Paris en avril 1985 a été évoquée ; deux membres de l'IALHI font partie du comité préparatoire. Les thèmes seront, entre autres, le problème des mutations industrielles et celui du passage du travail agricole au travail industriel, et les différents modes de développement de la conscience ouvrière.

L'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis informa de la tenue, en septembre 1985, d'un colloque international sur l'internationalisme dans le mouvement ouvrier, pour le 50^e anniversaire de l'Institut. De très nombreux historiens sont déjà pressentis pour ce colloque,

Fundación
Pablo
Iglesias

"LOS ARCHIVOS DEL MOVIMIENTO OBRERO
ESPAÑOL"

POR
AURELIO MARTIN NAJERA
(F.P.I.)

CONFERENCIA ANUAL I.A.L.H.I / MADRID 25-28 SEPT. 1984
CUARTEL DEL CONDE DUQUE.

aussi a-t-il semblé judicieux de fixer, quelques jours plus tard seulement, à Bruxelles, l'ouverture de la conférence 1985 de l'IALHI, afin de limiter les déplacements de délégués qui seront, dans nombre de cas, déjà présents à Amsterdam du 3 au 7 septembre. La conférence de l'IALHI se tiendra à Bruxelles, mais prévoira des visites dans les centres de l'IALHI de Gand et de Liège. Enfin, la conférence de Madrid décida que l'IALHI se réunirait à Paris en 1986.

La conférence de Madrid a constitué, comme les autres rencontres annuelles de l'IALHI, un moment important dans l'activité de l'Association et de ses membres : échange d'informations, discussion de projets communs, bilan des réalisations collectives, approfondissement de l'historiographie du mouvement ouvrier espagnol, découverte ou meilleure connaissance de fonds documentaires importants... mais, aussi, entre les séances, mise au point d'initiatives partielles (comme celle qui est en cours de réalisation en ce moment, à l'initiative de la BDIC, en collaboration avec la Fondazione Feltrinelli de Milan et l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis d'Amsterdam : la micro-reproduction d'archives privées concernant l'histoire ouvrière argentine, archives qui se trouvent dispersées en Argentine et n'existent absolument pas en Europe).

Geneviève Dreyfus-Armand
Conservateur

LISTE DES INSTITUTIONS REPRESENTÉES A LA CONFÉRENCE DE L'IALHI DE 1984 (Madrid, 25-28 septembre)

Australie :

Australian Society for the study of Labour history, Canberra.

Autriche :

Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes, Vienne.
Ludwig Boltzmann Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung, Universität Linz, Linz.

Belgique :

Archief en Museum van de Socialistische Arbeidersbeweging (AMSAB), Gand.
Institut Emile Vandervelde, Bruxelles.

Espagne :

Centre d'Estudis Histories Internacionals, Barcelone.
Fundación Largo Caballero, Madrid.
Fundación Pablo Iglesias, Madrid.

Finlande :

Työväen Arkisto (Finnish Labour Archives), Helsinki.

France :

Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine, Nanterre.
Centre de Recherches d'Histoire des Mouvements sociaux et du Syndicalisme, Paris.

Grande-Bretagne :

Labour Party, Library, Londres.
Trade Union Congress, Library, Londres.

Italie :

Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Milan.
Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia, Milan.

Istituto Socialista di Studi Storici. Archivio del Socialismo Italiano, Florence.

Norvège :

Arbeiderbevegelsens Arkiv, Oslo.

Pays-Bas :

Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam.

Portugal :

Estudos sobre o Comunismo, Porto.

République fédérale allemande :

Archiv der sozialen Demokratie (Friedrich Ebert Stiftung), Bonn.
Deutscher Gewerkschaftsbund. Bibliothek und Archiv, Düsseldorf.
Historische Kommission zu Berlin, Berlin.

Suède :

Arbetarrörelsens arkiv och bibliotek (Archives and Library of the Swedish Labour Movement), Stockholm.

Suisse :

Schweizerisches Sozialarchiv, Zürich.

Une vie à la BDIC

Madame Miglironi, responsable de la phototèque, vient de prendre sa retraite. Elle était depuis 42 ans dans la « Maison ». Nous lui avons demandé de nous égrener quelques souvenirs.

Je connais la BDIC depuis toujours. Ma mère a travaillé à la BDIC depuis sa fondation et j'y suis pratiquement née. J'ai même encore la photo de la réception que ses collègues lui ont offerte pour ma naissance. Mais, à cette époque là, la bibliothèque n'existait pas vraiment. C'était seulement M. Mme Leblanc qui, comme beaucoup de gens alors, réunissaient une collection de guerre : il y avait des affiches, des photos, des figurines, des objets et évidemment livres, journaux, tracts etc... Enfin, tout ce qu'ils pouvaient ramasser. Et ils stockaient tous ces documents à leur domicile privé, rue du Colisée. C'est là que maman a connu les Leblanc et a commencé à les aider à rassembler cette documentation, avec un groupe d'amis.

Mais rapidement, ils n'avaient plus assez de place, alors ils ont déménagé et sont allés habiter avenue Malakof. Et c'est avenue Malakof qu'on a fêté ma naissance. Vous voyez donc que je suis pratiquement née dans « la maison ».

En 1918, ils croulaient sous les documents en dépit d'un début de classement très empirique. Alors, Leblanc a considéré qu'il ne fallait pas laisser pourrir tout ça dans un grenier et il a fait les démarches pour que l'Etat recueille ce fond et le développe. La BDIC a été officiellement créée et s'est installée au Château de Vincennes où il y avait beaucoup de place ; tout s'est peu à peu organisé : la bibliothèque au 2^e étage et le Musée à l'étage noble. Moi, j'étais une petite fille et de temps en temps, je venais à Vincennes, j'allais trotter dans les services, je me faisais donner des bonbons par Mademoiselle Lalanne ou par Monsieur Renouvin. A 10 ans, je suis entrée au Lycée de Vincennes qui est devenu le lycée Hélène Boucher. Quand je sortais du lycée, j'avais juste deux stations de métro et j'allais chercher ma mère au Château de Vincennes où elle travaillait à la salle de photographie ; souvent, c'est là que je faisais mes devoirs et une tradition voulait qu'à 17 h on prit le thé, comme chez les Leblanc. Il est vrai qu'à cette époque, il n'y avait pas de distributeur de boissons... Il y avait un corps de gardiens sensationnel, en uniforme et casquette. Les gardiens touchaient des pourboires et il en avait un qui repérait les



Mme de Verbizier

visiteurs et qui changeait de journal selon leur allure. Si c'étaient des « de gauche », il sortait *l'Humanité* ou le *Populaire*. Si c'était quelqu'un d'Action française, il se lamentait : « Ah, c'est pas beau la vie... » (on était en 1936-37). Et il empochait les pourboires. Mais la BDIC c'était ma maison, on m'y dorlotait.

Août 1939, l'été se terminait, la situation était inquiétante. Le 1^{er} septembre, à 17 h le tocsin à Sète nous annonce la guerre ; c'est la mobilisation générale et pas la fleur au fusil cette fois-ci. Nous rentrons à Paris.

Le général Gamelin a voulu faire des locaux de la BDIC son quartier général. Et la BDIC a dû déménager dans un hôtel particulier réquisitionné rue du Bac. Il a fallu mettre en caisse les collections les plus rares qui ont été cachées un peu partout : dans les caves du Château de Chambord, de la Cité universitaire etc... On ne pouvait plus travailler, on n'avait plus de collections. En 1940, le Château de Vincennes a été occupé par les Allemands ; la BDIC est donc restée rue du Bac. En 1942, maman a été mise à la retraite prématurément par la loi Pétain sur le travail féminin. Elle a alors demandé au patron, qui était Monsieur Debyser, de m'embaucher, ce qui fut fait, et j'ai remplacé maman en 1942.

On ne pouvait pas faire grand chose ; nos fonds étaient inaccessibles. C'est là que j'ai vu un jour arriver Mademoiselle Liquier, la future générale Barthe, qui avec spontanéité et un large sourire m'annonça : « Je suis protestante, je viens d'être nommée, bonjour ». Elle ne savait pas à l'époque qu'elle viendrait au Musée. Elle n'en avait fichtrement pas envie. Monsieur Debyser lui avait dit que c'était pour 6 mois... elle y a pris sa retraite 25 ans plus tard !

1942, 1943, 1944, La Résistance. Je ne tiens pas à en parler... trop de camarades ont disparu. J'étais comme beaucoup, j'en avais assez de voir les nazis sur notre sol. Fin 1942, grâce à des camarades qui faisaient de la résistance, j'ai commencé à travailler avec Libé-Nord : je transportais des armes, des messages, j'étais un modeste agent de liaison sur une bicyclette, qui d'ailleurs ne valait pas un clou.

A la Libération, on a pris les armes, j'étais à la Préfecture, puis après on a liquidé les Allemands qui s'étaient retranchés dans le tunnel de Ménilmontant.

1944. La Libération. Tout le monde était en liesse, dans la rue. Alors je me suis mise à courir la photo. J'achetais des photos qui se vendaient un peu par-



Mme de Verbizier (au centre) chez les Leblanc 6 av. Malakoff (tenant la coupe de la naissance de sa fille) 1921. A droite, Mme Vilt.

tout, dans la rue, chez les libraires : des photos de la Libération, de de Gaulle etc...

Et puis Jacques Hornung est arrivé, grand, maigre ; il m'appelait « la résistante » et moi « le prisonnier » ; on s'aimait bien et ça nous amusait de nous affubler de surnoms. Il m'a dit qu'il avait été prisonnier. Après 1945 on a fait rentrer nos collections de Chambord et d'ailleurs et on les déballait au Palais du Luxembourg où le Musée s'était installé dans des salles où il faisait très chaud l'été et très froid l'hiver. Je me souviens qu'en hiver, on allait se réchauffer devant la grande cheminée en mangeant des marrons. Au moment des grandes vacances, on allait prendre tous les trois — Barthe, Hornung et moi — un pot de départ ; au retour, un pot de retour. C'était merveilleux, la guerre était finie et on était plein d'espoirs.

Je passais mon temps à enregistrer des photos qui arrivaient massivement, soit des Archives, soit des fonds allemands sur la deuxième guerre, récupérés après la victoire. Madame Barthe et J. Hornung commençaient à faire connaissance de peintres, d'artistes qu'avec enthousiasme ils essayaient de convaincre de l'intérêt du Musée. Ils avaient cette chaleur, cette sensibilité qui était l'apanage de la BDIC. Ils étaient les justes héritiers des fondateurs. Et ça m'a ému. Je me suis dit « C'est très bien, c'est comme avant la guerre ». J'étais contente. En décembre 1949, nous avons dû déménager du Sénat. Messieurs les sénateurs, très probablement, n'appréciaient pas notre voisinage. La bibliothèque s'est installée rue Auguste Vacquerie et nous, nous sommes allés dans une pièce de 8 m² qui nous avait été prêtée par le Musée d'Art et d'Archéologie, rue Michelet. Il fallait s'y caser à trois avec toutes nos collections empilées au sous-sol ! On faisait un travail de taupe : il n'y avait pas de documents, et quand il y en avait on ne pouvait pas y accéder. Mademoiselle Liquier passait surtout son temps en prospection à l'extérieur, chez les artistes etc...

C'est là, qu'un jour ouvrant la porte de notre petit bureau, je trouvai Mademoiselle Liquier et le général Barthe, un de nos lecteurs — exceptionnel à l'époque — qui venait lire son journal sur notre unique

chaise. Il se tourna vers moi : « Madame Migliorini, je vais épouser votre chef de service, il est normal que vous soyez la première avertie puisque vos liens dans le travail semblent très étroits ». Ils l'étaient en effet ; nous partageons les bons et les mauvais moments. D'émotion, j'embrassai le général et la future générale.

En 1955, retour du Musée à Vincennes ; longues, fastidieuses, harassantes démarches pour la générale Barthe. Les locaux étaient en pleine réfection après l'incendie par les Allemands en 1944. Il n'y avait ni plancher, ni chauffage, ni électricité. La générale se transforma en chef de chantier et fit accélérer les travaux au grand dam des architectes. Nos occupations reprirent de plus belle : récupération de photos, de films, de tableaux, expositions. L'enthousiasme, l'espoir de la Libération renaissaient, assombris par quelques peines ; le général tombait malade et nous quittait : jamais sonnerie aux morts ne m'a parue plus sinistre. Un jour, nous apprenions la mort subite, rue Auguste-Vacquerie, de Jacques Hornung.

En 1970, Madame Barthe a pris sa retraite ; je lui ai dit « on perd un chef de famille, pas un chef de service », et c'était vrai. La même année, la BDIC s'est installée à Nanterre. Mademoiselle Blum en a pris la direction ; elle est venue à Vincennes faire la connaissance du Musée ; elle a eu la gentillesse et pris le temps de nous entendre, de voir l'état des lieux... et d'organiser notre déménagement en 1973 à Nanterre et aux Invalides. Ce ne fut pas de tout repos ; une fois de plus, il a fallu tout mettre en caisse ; nous nous étions transformés en débardeurs mais nous gardions le sourire et à midi nous mangions tous ensemble le couscous au petit café du coin.

Avant de partir, j'ai fait une ultime ronde depuis le rez de chaussée jusqu'aux combles pour voir si rien n'était oublié. Je vis dérouler le film de toutes ces années ; j'étais amère : adieu Vincennes, l'entre-deux-guerres, les anciens... J'étais seule, les miens étaient partis.



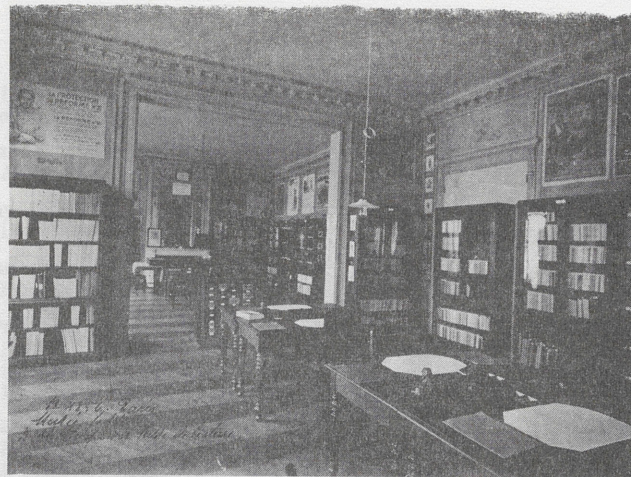
1918 - Les collections Leblanc.

C'est alors que je fis connaissance de ceux de la BDIC ; ils m'ont ouvert la porte de Nanterre avec tant de gentillesse, de chaleur, de confiance que je me suis retrouvée bien longtemps en arrière, avec ces anciens pour qui j'étais l'enfant mascotte. Emue, la rage du travail m'a prise et j'ai mis de l'ordre partout, j'ai dialogué avec mes photographies, j'ai organisé mes consultations, j'ai prêté une oreille attentive aux copyright etc. J'ai ramassé un nombre considérable d'affiches, de tracts, d'objets etc... ; rien ne m'a arrêtée. Merci gens de la BDIC, merci pour votre accueil et pour votre amitié ?

Cette année 1984 à mon tour, je suis retraitée, alors merci de me laisser encore mes habitudes de vieux mousse dans le bureau et la salle où m'avait confortablement installée Mademoiselle Blum, elle-même remplacée aujourd'hui par Monsieur Hue.

Voilà, monsieur Courtois ce que vous désirez, je crois, mais il serait bon de demander à nos anciens, comme Madame Barthe, Madame Wellhoff, Mademoiselle Lacour — qui m'avait offert quand j'étais jeune la Littérature de Lanson — mademoiselle Villotte leurs témoignages qui sont dotés d'une grande richesse.

Paulette Migliorini
Photothèque de 1942 à 1984



1918 - Les collections Leblanc.

A propos du don de l'Association ukrainienne en France à la BDIC

Les archives de l'Association ukrainienne en France représentent environ 50 000 documents qui occupent 20 m linéaires sur les rayonnages de la bibliothèque et sont répartis en trois sections : 1) les documents de l'organisation centrale de Paris : statuts, procès-verbaux des assemblées, documents comptables, correspondance avec les autres organisations ukrainiennes et des organismes divers, en France et dans les autres pays, dossiers sur divers problèmes concernant l'histoire ukrainienne ou la condition des émigrés, catalogues de la bibliothèque de l'Association, et enfin, les dossiers individuels des membres de l'Association, qui constituent à eux seuls plus du tiers des archives ; 2) les documents des différentes filiales de l'Association en province ; 3) des documents iconographiques (affiches, photographies) et objets divers. Le tout forme un ensemble très rare d'archives presque complètes d'une association ayant existé pendant plus de cinquante ans. C'est une source importante pour l'histoire de la minorité ukrainienne — en France et dans le monde — qui pourrait servir de modèle pour l'étude de l'évolution d'une communauté ethnique immigrée.

Les journaux, revues et ouvrages donnés par l'Association à la BDIC en même temps que les archives ont été intégrés dans les collections de la bibliothèque (leur liste figure dans les archives de l'Association). Ils ont considérablement enrichi le fonds ukrainien de la BDIC qui comprend aujourd'hui plus de 12 000 documents et études et environ 1 000 titres de périodiques (publiés en URSS et à l'étranger).

Il serait souhaitable de compléter les archives de l'Association ukrainienne en France par des interviews d'anciens membres de l'Association.

Hélène Kaplan, Conservateur

L'Association ukrainienne en France (Ukrains'ka Hromada v Frantsii)

L'Association ukrainienne en France, fondée le 17 juillet 1924 à Paris, fut la première organisation d'émigrés ukrainiens après la Première Guerre mondiale. Elle groupait les ressortissants de l'Ukraine centrale, qui jusqu'en 1917 appartenait à la Russie et dans les années 1917-1921 formait la République Démocratique Ukrainienne, et ceux de l'Ukraine Occidentale : Galicie, Bukovine, Roumanie et Tchécoslovaquie.

Le premier président de l'Association fut Mykola Kapustiansky, ancien général de l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne.

A ses débuts l'Association groupait les Ukrainiens de toutes les tendances politiques, régionales, sociales et religieuses, ayant comme idéal l'Ukraine indépendante et unie. La déclaration des fondateurs de l'Association précisait son but : « L'idée de l'unité nationale, de l'union de toutes les terres ukrainiennes et le refus catégorique de l'occupation actuelle et de ses maîtres... »

Mais cette entente ne dura pas longtemps, bientôt des divergences apparurent dans les rangs des émigrés.

Les premiers à se détacher de l'Association furent les éléments influencés par les tendances prosoviétiques. En 1924, fut organisée l'*Union des Citoyens Ukrainiens en France* (SUHUF), sous la direction d'Elie Borschak, dont les membres se considéraient comme des citoyens de l'Ukraine Soviétique et en faisaient la propagande. Ils édifièrent le journal *Ukrainski Visty* (Les Nouvelles Ukrainiennes).

Au cours de l'année 1925 les adeptes du gouvernement de la République démocratique ukrainienne (UNR) essayèrent de prendre l'Association sous leur contrôle, et lorsque cette tentative échoua formèrent leur propre organisation : l'*Union des Organisations d'Émigrés Ukrainiens en France*, sous la direction de M. Choumitzy et I. Kossenko. La même année, cette formation commença à éditer à Paris la revue *Tryzoub* (Le Trident). Deux années plus tard cette organisation procéda à la fondation de l'Association des Anciens Combattants de l'Armée UNR. Cette formation était composée d'émigrés politiques, originaires de l'Ukraine centrale.

Enfin, en 1919 l'Association Ukrainienne en France fut scindée en deux parties, chacune gardant l'ancienne appellation. Les éléments traditionnalistes, sous la direction du général M. Kapustiansky, procédèrent au remaniement des organisations « Prosvita », qui se regroupèrent dans l'*Union Nationale Ukrainienne en France* (Ukrainskyi Narodnyi Soiuz (UNS), organisation à tendance nationaliste, qui édita le journal hebdomadaire *Ukrainske Slovo* (La Parole Ukrainienne). D'autre part, sous l'influence socialiste, le reste des membres de l'Association se retrouvèrent sous la direction de Nicolas Chapoval, ancien général de l'Armée Ukrainienne. Cette dernière formation, en tant qu'organisation centrale, fut la seule à garder l'appellation d'Association Ukrainienne en France, surnommée par les Ukrainiens : *Hromada de Chapoval*.

De profondes rivalités ont existé entre ces quatre for-

mations : SUHUF, UNR, UNS et AUF, jusqu'à l'Occupation, lorsque toutes ces organisations furent obligées de cesser leurs activités.

L'Association Ukrainienne en France s'inspira, dans son action, d'idées professées par les hommes politiques tels que : M. Drahomanov, I. Franko, M. Hruchevsky et surtout de Mykyta Chapoval, frère de Nicolas et leader du Parti Socialiste révolutionnaire ukrainien en émigration.

L'Association mena une activité culturelle, organisatrice, d'aide matérielle à ses membres et d'information. Au début, l'activité se concentra à Paris et ses environs. Plus tard, les Ukrainiens d'autres régions suivirent l'exemple de l'Association en fondant des organisations analogues. De ce fait, l'Association regroupa plusieurs sections filiales.

- 8.7.1929, Section de Paris.
- 8.7.1929, Section de Boulogne-Billancourt, Seine.
- 1.12.1929, Section de Corbeil, S. & O.
- 7.6.1930, Section de Dijon, Côte d'Or.
- 5.7.1930, Section de Lille, Nord.
- 7.9.1930, Section de Vernoy, Yonne.
- 18.1.1931, Section de Dammarie-les-Lys (S. & M.), plus tard transférée à Melun.
- 25.1.1931, Section de Montbéliard, Doubs.
- 15.11.1931, Section d'Aulnay-sous-Bois, S. & O.
- 6.IV.1931, Section de Villerupt, M. & M.
- 7.7.1931, Section de Tucquegnieux, M. & M.
- 12.6.1931, Section d'Homecourt, M. & M.
- 6.9.1931, Section de Maevre-Grand, Moselle.
- 1.11.1931, Section de Thionville, Moselle.
- 2.10.1932, Section de Troyes, Aube.
- 2.4.1933, Section d'Alès, Gard.
- 16.4.1933, Section de Mormon, Somme.
- 23.7.1933, Section de Feimoro-les-Mines, Vendée.
- 14.9.1933, Section d'Algrange, Moselle.
- 26.11.1933, Section de Nangis, S. & M.
- 1.4.1934, Section de Hetange-la-Grande, Moselle.
- 12.6.1935, Section de Provins, S. & M.

L'Association organisa deux écoles d'enseignement de l'ukrainien pour les enfants. Il existait une section féminine. Seule la filiale de Montbéliard possédait son propre foyer.

Le nombre des membres de l'Association augmentait variablement suivant les années, nous possédons des données seulement pour les dates suivantes :

- 2.5.1925 : 64 membres à Paris.
- 9.11.1929 : 33 membres à Paris.
- 1.1.1934 : 600 membres à Paris, dans 17 sections.
- 15.5.1937 : 1 000 membres à Paris dans 24 sections.
- 20.1.1938 : 1 065 membres à Paris dans 27 sections.
- 1.1.1939 : 1 236 membres à Paris, dans 28 sections.
- 1.1.1940 : 2 282 membres à Paris, dans 28 sections.

Le doublement des membres en 1940 s'explique par le fait que les Ukrainiens, ne voulant pas être mobilisés dans

l'armée polonaise, cherchaient refuge dans l'organisation ukrainienne qui facilitait l'admission dans la Légion étrangère.

Pendant l'Occupation, l'Association fut persécutée par les Allemands. En 1940 six perquisitions furent opérées. Les Allemands prirent la moitié des fonds de la bibliothèque et une partie de la correspondance. Le président de l'Association, N. Chapoval, fut arrêté deux fois (du 10.12.1940 au 18.4.1941, et le 22.6.1941). Le 11 mai 1942, l'Association fut fermée par la Gestapo et N. Chapoval expulsé de Paris en province.

Après la guerre, l'Association fut désorganisée et elle eut des difficultés à retrouver ses membres. Le 15 juin 1948 mourut son président Nicolas Chapoval, qui pendant une vingtaine d'années dirigea cette organisation. Antonina Chapoval, épouse de l'ancien président, fut élue à la présidence. Elle dirigea l'Association jusqu'en 1953, pour être remplacée par Yvan Bondar.

Parmi les personnalités qui ont pris part à la direction de l'Association de 1929 à 1975, signalons : N. et A. Chapoval, I. Bondar, P. Turkevitch, Paul Smuk, K. Boiko, I. Maksymiv, P. Czepiha, Iu. Borsuk, L. Palamartchouk, H. Kobylnyk, I. Stepaniuk, M. Chevitchouk et beaucoup d'autres.

L'Association Ukrainienne en France édita les périodiques suivants.

1. *Vistnyk* (Le Bulletin de l'Association Ukrainienne en France). 68 numéros de 1929 à 1938 (ronéotypés).
2. *Ukrainska Volia* (La Liberté ukrainienne), organe de l'émigration ukrainienne en France. Mensuel. 13 numéros de 1938 à 1939.
3. *Vistnyk* (Le Bulletin), 3 numéros en 1948.

L'attitude idéologique et les buts pratiques de l'Association évoluèrent au cours des années. Tandis que le Statut du 9 Février 1929 stipulait parmi ses buts « de grouper les Ukrainiens en vue de défendre les intérêts nationaux et souverains de toute l'Ukraine et d'informer les Ukrainiens et les étrangers des efforts faits en vue de la libération du peuple ukrainien », le Statut du 11 Juin 1950 se limitait à « grouper les personnes d'origine ukrainienne et de les tenir informés de la vie en Ukraine ». Il est clair, qu'après un quart de siècle, la structure et les buts à atteindre de l'émigration ukrainienne ont sensiblement changé.

Après une existence d'un demi-siècle, l'Association décida de procéder à la liquidation de l'organisation en transmettant ses archives et une partie de sa bibliothèque à la BDIC, une autre partie de sa bibliothèque à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales à Paris et les valeurs mobilières à différentes organisations culturelles ukrainiennes en France.

Arkady Joukovsky
maître-assistant à l'Institut national des Langues
et Civilisations Orientales

Le musée hors-les-murs

L'année 1984 a été marquée par la commémoration de deux anniversaires importants :

- le 70^e anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale ;
- le 40^e anniversaire du débarquement de juin 1944 et de la libération progressive de la France occupée.

De nombreux musées, communes, associations et groupes divers ont tenu à organiser des expositions destinées à célébrer l'un ou l'autre de ces anniversaires. Pour donner à leurs manifestations un éclat particulier et un caractère d'authenticité, ils ont largement sollicité le Musée des

Deux Guerres Mondiales afin d'obtenir des prêts de documents contemporains des événements. Les demandes ont été extrêmement nombreuses et la réponse à ces demandes a constitué l'essentiel de l'activité du musée, au détriment du travail courant d'enrichissement, de traitement et de conservation de documents iconographiques. En contrepartie, la notoriété de cet établissement est de plus en plus grande, en raison de la générosité avec laquelle les prêts ont été accordés.

Loin de rester en marge de ces manifestations, le Musée des Deux Guerres Mondiales n'a pas laissé passer l'occa-

sion de montrer au public une partie de sa riche documentation, augmentée d'éléments conservés à la BDIC, en ouvrant au public, le 2 juillet 1984, une exposition intitulée « La France et les Français de la Libération 1944-1945. Vers une France nouvelle ? ». Le précédent Bulletin y a fait largement écho.

Commémoration du 70^e anniversaire de la Première Guerre mondiale

Le musée de Saint-Brieuc, sous le titre « Quatre années sans couleurs 1914-1918 » a présenté du 6 octobre au 15 décembre, une exposition regroupant 120 œuvres originales (dessins, peintures, aquarelles) et 20 affiches. 68 œuvres et 15 affiches provenaient du Musée des Deux Guerres Mondiales qui, pour la circonstance, et en raison du caractère plus artistique que documentaire de cette exposition, a laissé sortir des témoignages majeurs, signés Edouard Vuillard, Fernand Léger, Ossip Zadkine, André Dunoyer de Segonzac, Charles Picart-Le-Doux, Luc-Albert Moreau, André Lhote, Jean-Julien Lemordant, etc.

Le Service historique de l'armée de terre, pour son exposition « Joffre et la Marne » présentée au Château de Vincennes du 12 octobre au 15 novembre, puis au musée de Perpignan en décembre, a bénéficié d'une large contribution du musée qui a fourni environ un tiers de l'exposition (62 œuvres originales, gravures, affiches, médailles, statuettes, pièces de vaisselle et objets divers).

A Villeneuve-sur-Bellot (Seine-et-Marne), l'Association des Amis du Petit Morin a organisé une exposition : « Marne 1914. La bataille des Deux-Morins », ouverte du 1^{er} au 16 septembre. Outre le concours de collectionneurs locaux, cette association a bénéficié de celui du Musée qui a prêté 42 pièces (gravures, affiches).

Le musée de l'Histoire de France (archives nationales, Paris) a présenté, du 15 mai au 31 décembre, « la vie des Français durant la Première Guerre mondiale ». Parmi les pièces exposées, le public a pu voir 61 documents (cartes postales, affiches, œuvres originales, gravures, médailles, objets divers) appartenant au Musée des Deux Guerres Mondiales.

Le musée de Bar-le-Duc a sélectionné au Musée des Deux Guerres Mondiales et présenté à l'exposition « Poincaré » (20-27 octobre) 19 œuvres originales, gravures, médailles, affiches et objets divers. D'autres pièces non sollicitées en prêt ont été photographiées pour figurer à cette exposition.

Contribution plus modeste du musée à l'exposition « Louis Barthou » au Parlement de Navarre, à Pau (10 novembre-15 décembre), avec le prêt de deux manuscrits de cet homme politique.

A Toulouse, en collaboration avec l'Université et la Cinémathèque, l'Atelier de création populaire a photographié au musée 27 affiches russes de la guerre et de la Révolution 1914-1921, 14 imageries russes de 1914-1915. Il a emprunté 10 affiches révolutionnaires et une imagerie 1914-1915 de Malevitch figurant en double dans les collections. Tous ces documents ont pris place dans l'exposition « La Victoire sur le Soleil », Russie 1905/URSS 1935 ».

Commémoration du 40^e anniversaire de la Libération

Pour son exposition itinérante sur « La Bataille du rail », le musée français du chemin de fer, à Mulhouse, a préféré ne pas emprunter les affiches, gravures et œuvres originales que les collections du Musée des Deux Guerres Mondiales possèdent sur ce thème. Mais une opération

« photo » a permis la présence de ces pièces à l'exposition.

Le Musée municipal de Saint-Dizier a emprunté 9 affiches originales et 28 photographies d'affiches pour son exposition « La propagande par l'affiche sous Vichy » (10 mai, 31 août), pour compléter la présentation de sa propre collection.

Pour « La Vie quotidienne sous l'Occupation. Histoire de la Résistance et de la Libération », la ville de Saint-Germain-en-Laye a bénéficié du prêt de 43 affiches et 3 photos. L'exposition a été prolongée en raison de son succès, et a été ouverte du 12 juin au 15 juillet.

203 photographies d'œuvres et d'affiches et 10 fac-similés d'affiches ont figuré à l'exposition sur « La Résistance » organisée du 10 au 16 octobre à la mairie du 3^e arrondissement de Paris.

Toujours à Paris, le musée de la Poste a obtenu le prêt de 37 œuvres originales, gravures, affiches, pièces d'imprimerie clandestine de « Défense de la France », pour l'exposition « Les PTT dans la Résistance » (18 octobre-23 novembre)

L'exposition « Meudon, août 1944 », du 15 septembre au 20 novembre, d'abord présentée au Centre culturel, puis à la mairie de Meudon, a utilisé une photo panoramique et quelques pièces provenant du Musée des Deux Guerres Mondiales.

Enfin, le musée a participé d'une manière essentielle, à la fois par la quantité et par la qualité des œuvres prêtées, à l'exposition « Combats pour la liberté, des artistes témoignent » organisée à la Préfecture de Bobigny (18 octobre-30 novembre). Cette exposition, destinée à marquer le 40^e anniversaire de la Libération, couvrait les périodes 1870, 1914-1918 et 1939-1945. On y remarquait 64 œuvres du musée, signées de témoins de premier ordre : Maurice Denis, Vallotton, Levy-Dhurmer, Jules Flandrin, L.A. Moreau, Charlot, Marchand, Valensi, Steinlein, Othon Friesz, J. Galtier-Boissière, Decaris, Taslitzky, Brayer, Hinkis, Alix, Pacouil, Aujame, Mac-Avoy, etc. L'exposition a été commentée au ministre des Anciens Combattants par le Conservateur du Musée.

D'autres expositions ont présenté, sous forme de photographies, des documents du Musée des Deux Guerres Mondiales :

— Boulogne-Billancourt, bibliothèque municipale : l'Allemagne de 1918 à 1933 ;

— Mortain, mairie : Libération de Mortain.

L'année 1985 s'annonce riche en expositions commémoratives du 40^e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. D'ores et déjà, des sollicitations ont été faites par les communes de Houilles, Etampes, Boulogne-Billancourt, Cayenne et Lamballe prévoient des expositions consacrées à la Première Guerre mondiale et demandent aussi le concours du musée.

Mais en raison du travail que demandent ces expositions à un personnel des plus réduits (quand celui-ci peut-il en effet enrichir et classer les fonds, recevoir les consultants, et surtout organiser ses propres expositions ?), et des risques de détérioration qu'entraînent pour les œuvres ces déplacements, un nouveau règlement a été mis en vigueur récemment. Il exige d'une part une participation financière de l'organisme emprunteur pour entoiler les affiches ou restaurer les œuvres prêtées, d'autre part une signalisation plus évidente du Musée des Deux Guerres Mondiales dans ces expositions. Enfin, lorsque la participation du musée est supérieure à un tiers, celui-ci doit être considéré comme co-producteur de l'exposition

Cécile Coutin, conservateur au musée

LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

Abonnement : 30 F — Prix du numéro : 8 F

Composition : Germinal (340.01.56) - impression : Université Nanterre

Directeur de publication : Stéphane Courtois - CPAPP : nouvelle demande en cours

L'inauguration de l'exposition « La France et les français de la Libération 1944-1945 »

(suite de la page 32) Discours de Monsieur A. Savary.

Il est essentiel aussi que le capital d'archives et de documents soit préservé ; je suis en effet très frappé de voir avec quelle rapidité tout peut disparaître ; un exemple qui me touche, mais qui est bizarre pour beaucoup : les archives de l'Etat-Major des FNL à Londres ont disparu.

Vous savez qu'à Alger, il y a eu de très importants déménagements, par bateaux entiers. Et ce n'est qu'un aspect des choses ; celui-là on le connaît, on essaie de reconstituer ce fonds, mais l'on voit à quel point le temps est dévoreur de documents. Donc tout ce qui se fait pour préserver d'abord, et conserver ensuite, me paraît essentiel.



Je vous remercie aussi du tact avec lequel vous avez abordé le problème des moyens (*rires*), il fallait le faire, je vous assure que le message a été compris, justement à la mesure de sa discrétion, et je m'efforcerai à tous les niveaux auquel il a été exprimé, et donc à tous les niveaux auxquels il doit avoir des suites, d'y répondre avec ce souci, d'abord à propos de ce que nous voyons aujourd'hui, de faire en sorte que l'histoire de cette période demeure, parce qu'elle est essentielle non seulement pour une phase de l'histoire nationale, mais pour une phase de l'histoire de la démocratie tout court et des libertés dans notre pays. Et là, vous me permettez, ne voulant saluer personne, de saluer le président Daniel Mayer, qui, dès le début a été repris par ses vieilles habitudes de clandestinité pour se cacher dans le fond de la salle, et toutefois on peut se dire qu'à travers lui je salue d'autres résistants qui sont là et, je suis sûr, que comme moi, ils ont éprouvé beaucoup d'émotion à cette visite trop rapide des affiches, des documents, des écrits et des photos.

Je crois très profondément que l'histoire est un moyen d'unité dans ce pays, car on peut diverger sur des interprétations mais, à travers ce que l'on peut voir ici en particulier en ce jour, on se dit que parfois ce qui peut diviser aujourd'hui, même avec passion, est finalement bien

secondaire par rapport à ce qui a uni, à l'époque, et ce qui a divisé à l'époque pour des motifs qui étaient bien réels. Voilà pourquoi tout converge pour nous amener à persévérer, tout converge pour m'amener à dire aux organisateurs la joie que j'ai d'avoir vu ce que j'ai vu, leur dire qu'ils ont accompli une tâche remarquable, non seulement avec peu de moyens, ce n'est pas pour éluder la question que je dis ça, mais parce que la difficulté de conception de l'organisation de ces locaux doit être grande, et à la mesure de tout ce dont vous disposiez comme documents d'origine, les choix sont toujours difficiles, je le sais aussi, et vous avez à mon sens parfaitement réussi. Que vous dire de plus ? Je m'efforcerai d'être fidèle aux propos que j'ai tenus, et je ne doute pas d'ailleurs que vous me les appellerez.

**Discours de René Rémond, président du Conseil
d'administration de la BDIC**

Monsieur le Ministre,

Permettez à celui qui assure la présidence du Conseil d'administration de la BDIC d'ajouter quelques mots à ce qui vient d'être dit, notamment d'exprimer la gratitude du Conseil pour votre présence ici et de m'associer aux vœux de bienvenue.



Le Conseil associe étroitement les représentants de toutes les catégories du personnel de la BDIC, des représentants élus des Conseils des quatre universités cocontractants, et des personnalités dites « extérieures », mais qui pour s'appeler ainsi n'en sont pas moins « intérieurs » et ont montré au cours des dernières années par leur assiduité et par leur sympathie active à quel point elles prenaient à cœur la survie et le développement de la BDIC.

Votre présence ici est pour nous un gage d'encouragement et un signe que la BDIC bénéficiera de la sympathie des pouvoirs publics. Permettez aussi de voir dans votre présence, comme ministre de l'Éducation Nationale, un signe de l'association étroite entre la recherche et l'enseignement, et pas seulement supérieur. Car je pense que cette exposition vient à son heure, non seulement parce qu'elle célèbre le 40^e anniversaire de la Libération, mais aussi l'entrée dans les programmes scolaires de cette période, puisque, depuis un ans, les événements qu'illustre cette exposition figurent au début de l'enseignement des classes terminales. Et nous espérons que nombreux seront dans les mois à venir et à partir de la rentrée prochaine, les enseignants et les classes qui viendront ici compléter leur formation et en quelque sorte accompagner l'enseignement reçu par des exercices de caractère pratique. J'ai encore dans les oreilles le vœu que vous formiez au colloque de Montpellier, Monsieur le Ministre, où vous souhaitiez qu'il y ait précisément une réconciliation et un rapprochement entre la recherche et l'enseignement. Modestement, cette exposition est un élément de réponse au vœu que vous formiez.

S'il m'est permis de terminer sur une note plus personnelle, je vois un symbole dans le fait que cette exposition sur la Libération est inaugurée par un compagnon de la Libération.

Discours de Michel Imberty, président de l'Université de Paris X

Monsieur le Ministre,

Sans vouloir allonger une cérémonie à laquelle nous tenons beaucoup — mais je sais que votre temps est compté — je voudrais simplement vous souhaiter aussi la bienvenue dans cette exposition au nom de l'une des 4 universités qui patronnent la BDIC : l'Université de Paris X Nanterre. Je dirai que Nanterre y est sans doute d'ailleurs un peu plus associée que les autres, puisque la BDIC est installée sur son campus universitaire.

Je crois que cette exposition est un exemple remarquable de collaboration entre des documentalistes, des chercheurs en histoire contemporaine et des universitaires, et que cela permet de réaliser un des objectifs que vous avez fixés à l'enseignement supérieur, la valorisation de la recherche et la présentation au public des résultats de ses travaux. Une exposition comme celle-ci est sans doute à cet égard tout à fait exemplaire. Est exemplaire aussi le fait que le Musée des Deux Guerres soit rattaché à une bibliothèque, et donc, par conséquent, fasse partie d'un ensemble dans lequel il n'y a pas seulement des documents rangés sur des rayons, mais aussi la possibilité de présenter, dans un lieu approprié, ces documents au public de façon à ce que ceux-ci soient mis à la disposition de l'ensemble du pays.

Je voudrais vous remercier tout particulièrement, Monsieur le Ministre, d'être venu inaugurer cette exposition, et je voudrais, encore une fois, vous dire combien les universités qui sont associées à la BDIC, tiennent à cette bibliothèque, à la richesse de son fonds, et combien elles souhaitent qu'elle trouve dans l'avenir tous les moyens nécessaires dont elle a besoin pour accomplir une mission qui est, je dois le dire, exceptionnelle. Il ne faut pas oublier que la BDIC comporte des fonds qui sont, à l'heure actuelle, encore inexploités, qui attendent les chercheurs, et que pour cela il faudrait évidemment des moyens suffisants. Je sais que nous traversons une période de rigueur. Je sais aussi que, Monsieur le Ministre, nous pouvons compter sur votre compréhension et votre sympathie pour cette bibliothèque.

Discours de Véronique Blum, directeur de la BDIC jusqu'au 15 février 1984.

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Je ne répète pas l'énumération qu'a faite mon collègue Hue de toutes les personnalités présentes. Elles sont nombreuses et variées à visiter cette exposition et je dirais simplement : Mesdames et Messieurs, chers amis.

Monsieur Hue, directeur par intérim de la BDIC, a eu la courtoisie de me demander de dire quelques mots devant vous. J'ai hésité à le faire, car il me semblait contraire aux usages d'intervenir ici alors que j'ai quitté cet établissement il y a quatre mois. Si cependant j'ai accepté, c'est d'abord parce que j'assumais encore sa direction au moment où cette exposition a été décidée et conçue, et que je peux témoigner des difficultés qu'il a fallu affronter pour sa réalisation. C'est aussi parce que j'ai vécu en 1973 le transfert du musée du Château de Vincennes — où il avait été installé en 1920 — dans les locaux prestigieux des Invalides, et que cela me permet de rendre hommage à l'équipe minuscule — le mot n'est pas trop fort — qui a permis la renaissance du musée, la remise en ordre des fonds, pas encore terminée, mais beaucoup avancée, l'organisation de trois salles permanentes d'exposition au troisième étage (dans un autre escalier) et la réalisation de 11 expositions temporaires en dix ans. Cela concerne Mademoiselle Coutin, Madame Lemonnier, Monsieur Gervereau, auxquels j'ajoute Madame Migliorini, responsable de la photothèque, qui va prendre sa retraite dans deux mois, très angoissée à l'idée que sa succession n'est pas assurée, qu'elle est encore problématique. Ils ont travaillé avec enthousiasme, avec efficacité et avec beaucoup de dévouement pour redonner vie à cette institution.

Le musée, ce sont des expositions temporaires et permanentes, mais ce sont aussi de très nombreuses consultations de chercheurs, de documentalistes, d'écrivains. Ce sont aussi des visites de conservateurs d'autres musées qui viennent faire des emprunts de plus en plus nombreux pour d'autres expositions, ce sont les visites guidées de groupes scolaires : c'est également la prospection pour obtenir des dons, parce qu'en période de restrictions budgétaires, les dons permettent néanmoins de s'enrichir.

En ce qui concerne les premières expositions qui ont été organisées en ces murs, je crois que la toute première eut lieu en 1974, sur l'œuvre de guerre de Dunoyer de Segonzac. Il a paru à ce moment-là prudent de s'en tenir à une époque plus ancienne et en particulier à la guerre de 1914-1918, sur laquelle le fonds du musée et de la bibliothèque est extrêmement riche. Je dois dire aussi que c'était surtout afin d'éviter certains écueils. Mais l'histoire se fait de plus en plus immédiate et un établissement destiné à la recherche historique se devait d'aborder, pour le 40^e anniversaire de la Libération, une période et des événements sur lesquels les passions se déchaînent encore. Il a essayé de le faire avec un maximum d'objectivité, mais sans illusion. Chacun trouvera qu'il aurait peut-être été préférable d'insister davantage sur tel ou tel aspect, de donner plus de place à telle ou telle question, et il y aura certainement des critiques. Le Livre d'Or sera très instructif à cet égard, parce qu'il reflète inmanquablement les passions toujours vivantes, de très nombreuses années après, même lorsqu'il s'agit de la guerre de 1914. Nous avons pu constater que le Livre d'Or est extraordinairement éloquent et que les passions ne sont jamais éteintes. Mais j'espère que la satisfaction de voir évoquer des événements que beaucoup d'entre nous ont vécus, l'emportera sur les critiques qui pourront certainement être faites et que cela justifiera ainsi le pari, dangereux peut-être, mais indispensable, qui a été celui de la réaliser.

Votre présence ici pour la seconde fois, Monsieur le Ministre — vous êtes déjà venu il y a un an et demi pour inaugurer l'exposition sur les affiches de la Révolution russe — montre tout l'intérêt que vous portez à l'enseignement et à la recherche en histoire contemporaine, et par là-même à la BDIC et à son musée, qui est le seul musée rattaché à une bibliothèque de l'Education Nationale.

Je tiens à souligner, après Monsieur Hue, à quel point ses fondateurs ont été novateurs, puisqu'en 1914, à l'époque où on ne parlait pas encore de médiathèque ou de bibliothèque multi-média, cet établissement a été conçu comme devant rassembler des documents de toute nature. Cette conception fait la richesse, l'originalité et la spécificité de cet établissement, unique en France et en Europe, pour ne pas dire dans le monde, sur l'histoire du XX^e siècle. Cette spécificité est reconnue par les chercheurs de tous pays, mais aussi par les textes réglementaires actuellement encore en vigueur et, tous l'espèrent, par ceux qui s'élaborent en ce moment. Soixante dix années d'efforts pour réunir des collections aussi exceptionnelles, et de plus en plus utilisées, méritent une reconnaissance dont vous serez certainement convaincu, Monsieur le Ministre.

Je souhaite aussi que lorsque la période de rigueur que nous traversons ne sera plus aussi drastique, des moyens plus importants permettent à cette institution de mieux encore assurer son rôle et d'exploiter ses richesses, rendant ainsi des services de plus en plus considérables aux chercheurs, aux enseignants et aux élèves, et aussi au public très important qui se passionne pour l'histoire de notre époque.

Je tiens encore, ce sera mon dernier mot, à souligner devant tous les efforts faits, sans aide spécifique, avec les moyens du bord, c'est le terme qui convient, par ceux qui ont préparé cette exposition, travail d'autant plus difficile que les documents étaient très nombreux. Vous voyez à quel point les murs sont couverts et quelle peine il a fallu pour garder une lisibilité à des murs aussi remplis. On ne pouvait éliminer certains documents sans sacrifier certains aspects, donc il a fallu tout garder, ce qui était très difficile. Et la bousculade inhérente à ces difficultés pour une équipe très réduite, explique peut-être certaines imperfections de l'exposition et du catalogue, que j'espère tous comprendront et excuseront s'ils en trouvent.

Mais il ne me paraît que justice de rappeler tout de même ici, plus particulièrement, que Laurent Gervereau a sacrifié la préparation d'un concours professionnel pour trouver le temps d'organiser cette exposition, seul sur le plan matériel, il a pratiquement tout encadré, et avec Philippe Buton sur le plan de la conception et de la réalisation. Que Philippe Buton, agrégé d'histoire, a volé à la préparation de sa thèse de doctorat le temps qu'il a consacré à la conception de l'exposition et à la réalisation du catalogue. Cette aide désintéressée, comme l'a été celle de Wladimir Berelowitch pour l'exposition précédente, est une des preuves du soutien actif que peuvent apporter les membres de l'Association des Amis de la BDIC et du Musée, dont je tiens à saluer ici le président Monsieur Daniel Mayer et le secrétaire, l'actif Stéphane Courtois, et de nombreux membres que je ne peux pas tous énumérer — il me suffit d'en citer quelques-uns.

Leur soutien, comme celui des Universités, a été précieux pour moi lorsque je dirigeais cet établissement. Il le sera, j'en suis convaincu, pour celui qui me succèdera à la direction de la BDIC. Il contribuera largement, c'est le vœu que je formule devant tous, à favoriser le développement et l'activité d'un établissement dont je mesure encore davantage la richesse, l'intérêt et l'importance depuis que je l'ai quitté.

Discours de Joseph Hue, alors directeur par intérim de la BDIC (directeur depuis le 1^{er} août 1984).

Vous nous faites l'honneur Monsieur le Ministre, d'inaugurer ce lundi 2 juillet l'exposition « La France et les Français de la libération. 1944-1945, Vers une France nouvelle » je tiens à saluer aussi à vos côtés M. le Représentant du Ministre de la Défense et M. Le Représentant du Secrétaire aux Anciens Combattants. Cette exposition est attachante à plus d'un titre.

C'est d'abord la présentation de 600 documents environ des années 1944 et 1945, de la Libération. Ils ont été sélectionnés dans le fonds de conservation du Musée des deux guerres mondiales, section iconographique de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Les fonds ont été recueillis à partir de documents qui circulaient à l'époque, comme les journaux, les tracts, les objets... ou qui étaient placardés sur les murs de nos villes et de nos campagnes comme les 130 affiches que l'on trouvera dans l'exposition... ou qui encore, photographies, dessins, peintures, avaient été inspirés par l'événement, pris sur le vif, et sont proteurs de l'émotion du témoin de l'acteur.

Le panorama que nous vous convions à examiner, pour évoquer des années aussi décisives pour notre histoire nationale et l'histoire des relations entre les peuples et les gouvernements, a été projeté et délimité avec beaucoup de précaution par les initiateurs et les organisateurs de l'exposition.



J. Hue pendant son discours.

Je pense à Véronique Blum qui a eu l'initiative de cette grande exposition et qui a su s'entourer des meilleurs avis et des meilleurs réalisateurs, les historiens Henri Amoureux, le général Christienne, Robert Franck, Daniel Mayer, René Rémond, Léo Hamon à qui nous devons la préface du catalogue de l'exposition, des historiens de la jeune génération — Stéphane Courtois et Philippe Buton qui ont réalisé avec Laurent Gervereau l'exposition d'aujourd'hui.

Les travaux préliminaires cautionnés par les chercheurs et les spécialistes de cette période, vivifiés par l'évocation des acteurs et des témoins de ces années, certaines personnalités ayant assuré le parrainage de cette exposition étant à la fois historiens et acteurs, ces travaux devraient favo-

riser une activité de réflexion et une nouvelle écriture de ces années exceptionnelles.

Les organisateurs ont dans ce but mis tout en œuvre pour présenter le mieux possible au plan historique et artistique les pièces sélectionnées : les pièces exposées sont rares, parfois uniques ; leur regroupement par thèmes et l'analyse préliminaire au regroupement permettent une meilleure perception des années 1944-1945. La diversité des opinions, des tendances, des luttes s'y trouve à chaque détour. L'émotion aussi, parfois poignante à la lecture d'un texte, d'une dernière lettre manuscrite, d'une photographie...

Le visiteur ou le « lecteur » d'une telle exposition verra accrochés aux murs ou présentés dans les vitrines, des documents, des supports d'informations au sens plein du terme, « des médias » 1944-1945 entre les pouvoirs et la population, entre les minorités résistant à l'occupant ou collaborant avec lui, et la grande majorité des Français, contraints ou acceptant leur sort.

Il verra des objets de tous les jours, les outils de la vie quotidienne : tickets de rationnement, sauf-conduits, paquets de tabac, jerrycans, armes, des figurines, des jouets (peu nombreux d'ailleurs car les enfants de cette époque, partageant les dangers des adultes préféraient des jeux et les armes des soldats et des partisans).

Tout ce qui circulait entre les pouvoirs et les individus, et entre les individus : idées, projets, objets, émotions, douleurs, amours, délire de joie, tout ce qui a fait les grands desseins de ces années, la vie politique et sociale, tout cela est réuni, en exemplaire significatif, ici dans ces salles de l'exposition comme des témoignages matérialisés.

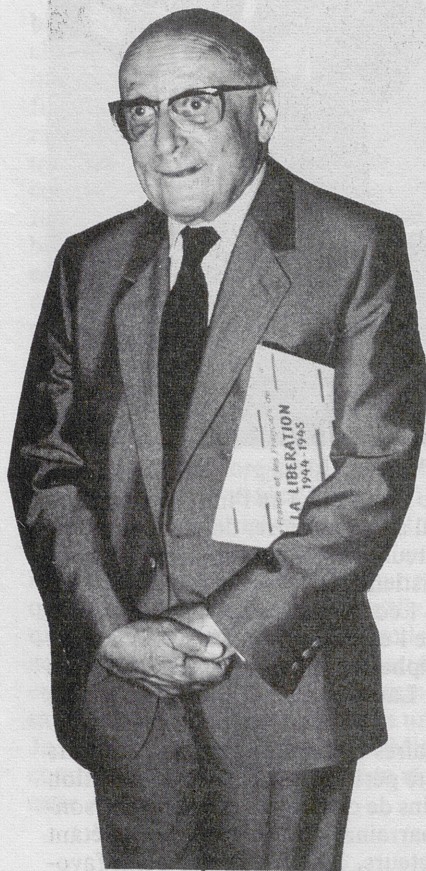
Avant de terminer cette brève allocution d'accueil, vous me permettrez, Monsieur le Ministre, Mesdemoiselles, Mesdames, Messieurs, de rappeler le grand projet

qu'avaient les fondateurs de ces collections, M. et Mme Leblanc, projets développés par leurs successeur, Camille Bloch, Pierre Renon et au long des années jusqu'à maintenant par les responsables successifs de la BDIC, de son musée, leur personnel, leurs conseils, avec l'aide de leurs amis et de leurs chercheurs : nous trouvons, grâce à eux, rassemblés dans les collections de l'institution, d'une part à la BDIC, d'autre part au musée des deux guerre mondiales, tous les matériaux qui permettent de mieux analyser et comprendre l'histoire contemporaine. Les collections rassemblées de part et d'autre concourent au même but : mettre à la disposition des chercheurs et du public, la presse quotidienne en toutes langues d'un grand nombre de pays, des dossiers, des archives, une documentation concernant les différents domaines de la vie politique, économique et sociale.

Cette entreprise exceptionnelle qui s'est poursuivie depuis 70 ans, les pouvoirs publics d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, auront le souci de la doter d'un statut administratif lui garantissant ses missions traditionnelles et les développant, à l'exemple des grandes bibliothèques étrangères qui font la renommée de telle ou telle institution.

La BDIC et son musée pourront alors poursuivre les missions assignées par ses fondateurs, concourir aux travaux historiques et présenter comme aujourd'hui au public un ensemble de matériaux sélectionnés, interrogeant l'historien et le public, ainsi que des catalogues comme celui de cette exposition établi par Philippe Buton et Laurent Gervereau, que Léo Hamon présente dans la préface de façon suivante : « un catalogue intelligent qui réussit en quelques pages le tour de force de donner les clés nécessaires à la bonne compréhension de cette période... aide les images exposées à faire naître chez les cadets l'émotion qui pour les anciens tiendra à leur souvenir ».

quelques portraits



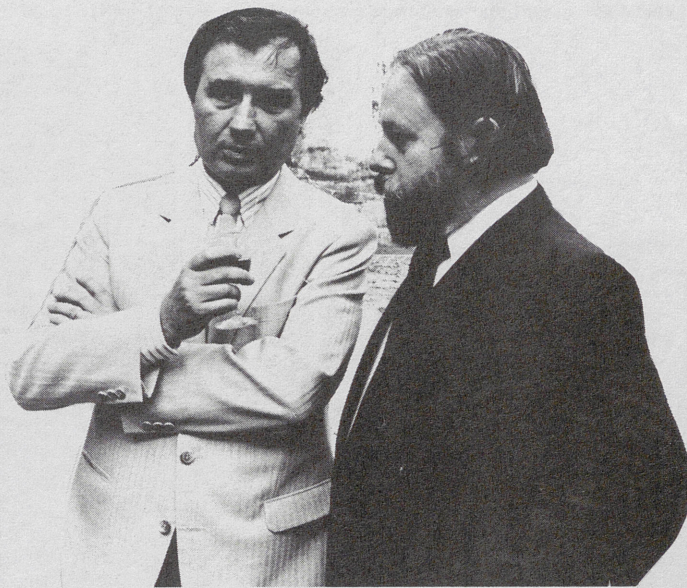
Daniel Meyer



Philippe Buton présente au Ministre le contenu d'une vitrine



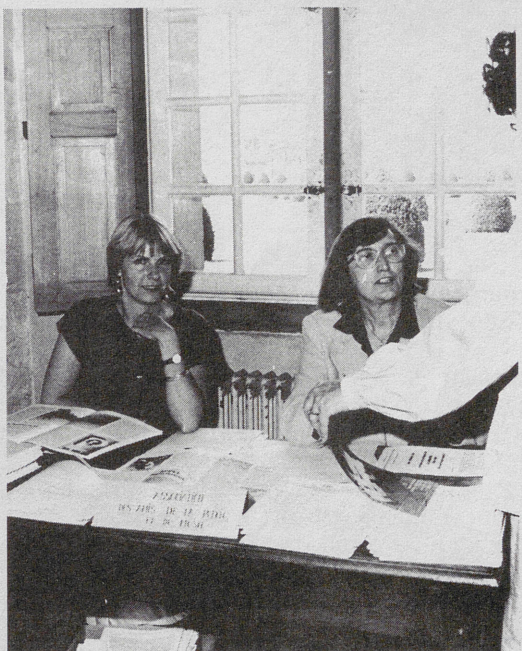
M. Savary inaugure le Livre d'or de l'exposition.



Messieurs Varlot et J. Hue.



M. Savary, entouré de P. Buton et L. Gervereau, les deux principaux responsables de l'exposition.



Le stand de l'association des amis a suscité un intérêt certain



Messieurs Savary, Dumond en conversation animée sous le regard attentif de M. Varlot.



Le 2 juillet 1984, devant une nombreuse assistance, Monsieur Alain Savary, Ministre de l'Éducation Nationale, a inauguré l'exposition



M. Alain Savary pendant son allocution.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION 1944-1945

Vers une France nouvelle ?

Discours de Monsieur Alain Savary, ministre de l'Éducation Nationale

Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs,

Je remercie les organisateurs de m'avoir fait l'honneur de m'inviter à procéder à l'inauguration de cette exposition ; c'est en effet un honneur. Et je voudrais les féliciter pour l'intelligence et le goût avec lesquels cette exposition a été composée. Il n'était pas facile de placer tant de documents sur des murs dont la surface est malgré tout restreinte. Il n'était pas facile non plus d'y dégager quelques idées qui ne fussent pas déformation ou incitation à une interprétation. Il m'apparaît, mais peut-être suis-je un témoin un peu partial, que beaucoup de tact a été apporté à ces choix et que personne ne sera violé lorsqu'il aura traversé ces salles, et que la liberté de jugement de chacun, et tout particulièrement, vous comprendrez que c'est à eux que nous devons penser, des jeunes, sera entièrement respectée. Ceci me paraît important parce que l'histoire est une science ô combien difficile. Quels que soit les efforts que fassent les historiens, ils demeurent des êtres humains, avec leur passé, leur présent, mais je crois que cette lutte constante entre ce que les êtres sont et la matière qu'ils traitent, est la grandeur même de la mission de l'historien.

Vous savez à quel point nous nous préoccupons — je n'aime pas le mot — de « renaissance » ou de « réhabilitation » de l'histoire. Le Président de la République y attache une importance particulière, et nous avons tenté ensemble, Monsieur René Rémond y a fait allusion au colloque de Montpellier, de voir comment le faire. Il n'est pas si fréquent que 700 enseignants de tous les ordres, de la maternelle à l'université, se rencontrent, aient été heureux de s'être rencontrés, et aient pris des résolutions que nous sommes en train de traduire. De traduire en actes, puisque dès la rentrée 1984, dans l'enseignement élémentaire, de nouveaux programmes seront mis en place ; c'est d'ailleurs là que les critiques arriveront parce que ces trê-

ves entre historiens sont toujours temporaires ; mais il n'y a que l'action qui est de nature à susciter de bonnes critiques, je crois qu'il faut continuer de choisir l'action, parce que c'est un devoir essentiel pour le pays et pour un gouvernement.

(suite page 27)

Le Ministre vient de terminer son allocution par un bon mot.



Les photos sont de Eric DOUBLET.

ERRATA

Nous vous prions d'excuser les nombreuses coquilles qui viennent déparer la lettre 13-14.

- p. 6, titre de l'article, lire : fonds
- p. 12, légende de l'illustration, lire : déclassifiés
- p. 16, titre de l'article, lire : photothèque
- p. 22, Une vie à la BDIC, lire : madame Migliorini et photothèque
- p. 27, titre de l'article, lire : les Français
- p. 30, colonne 2, ligne 3, lire : Pierre Renouvin
- p. 30-31, légendes des photos, lire : Daniel Mayer, M. Varloot, M. Rémond

Après 02199 / 1984 / n° 13-4. Errata